



# Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES, GENRE ET DÉVELOPPEMENT



- © Communiquer le genre pour le développement
- © Clubs d'écoute communautaires en RDC et au Niger
- © Capitalisation des bonnes pratiques en Afrique de l'Ouest

## Sommaire

- 3 Modules et formations pilotes « Communiquer le genre pour le développement »
- 6 RDC – Des nouveaux clubs d'écoute communautaires au Katanga
- 7 Niger – Des clubs d'écoute communautaires pour renforcer le leadership féminin
- 8 De l'expérience au partage des connaissances : la capitalisation de bonnes pratiques pour les organisations du monde rural en Afrique de l'Ouest
- 10 AfricaAdapt : le partage des connaissances pour l'adaptation aux changements climatiques
- 11 RDC – Radio Bubusa FM, l'appel des femmes rurales
- 12 Portraits de femmes – Djermakoye Maidanda Hadjia Maïmouna : « Pour l'émancipation des femmes nigériennes »
- 14 Les micro-jardins – sources de vitamines et potentiellement de revenus
- 15 La place de la femme et les réformes au Maroc
- 16 CAFOB, Espace d'expression pour les femmes burundaises
- 18 Madagascar – l'ONG HARDI, Modèle d'entrepreneuriat au service de l'agriculture familiale
- 20 MIJARC – La participation des femmes rurales à la politique
- 21 Prix International Roi Baudouin pour le Développement à l'agence de presse KBR68H
- 22 Ressources
- 23 Un Centre régional de recherche sur les femmes, le genre et la construction de la paix dans la Région des Grands Lacs



Amies lectrices, amis lecteurs,

En cette fin d'année 2009, malgré les engagements internationaux pris avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement, plus d'un milliard de personnes ont faim et 70% des femmes et des hommes qui souffrent de la faim vivent en milieu rural. Ces résultats alarmants conduisent inévitablement à un questionnement sur l'efficacité des politiques de développement mises en œuvre et à la volonté d'être encore plus tenaces dans nos actions de communication participatives. Voici donc, dans les tourments de la crise financière et économique qui affecte très gravement tous les pays, le Bulletin Dimitra n° 17.

Ces derniers mois, Dimitra a travaillé au renforcement des capacités de ses partenaires en matière de genre et de communication. Un module de formation intitulé « Communiquer le genre pour le développement » a été développé et testé au Sénégal, en RDC et au Niger. Il a pour objectif principal de clarifier ce qu'est « le genre » et comment on l'utilise concrètement dans le cadre de ses activités de communication. Ce module est destiné à nos différentes parties prenantes et partenaires : représentants des Ministères de l'Agriculture, de la Famille ou du Genre, du Développement Rural, de l'Education, etc., des organisations paysannes, des ONG, des médias, particulièrement les journalistes des radios communautaires, etc. Les clubs d'écoute communautaires sont une porte d'entrée pour l'autonomisation économique, politique et sociale des populations rurales, surtout les femmes. Ils sont aussi un facteur très positif pour la bonne gouvernance locale dans le cadre des politiques de décentralisation qui sont mises en œuvre dans de nombreux pays africains. Trois nouveaux clubs d'écoute ont vu le jour au Katanga (RDC) et un très grand nombre de clubs sont en train de naître au Niger, en lien avec les centres d'alphabétisation et les radios communautaires. Nous parlerons aussi de Radio Bubusa, une radio communautaire pour et par les femmes rurales, qui est présente sur les ondes de la province du Sud-Kivu (RDC) depuis janvier 2008.

Le Bulletin vous présente également le projet de la FAO « Capitalisation des bonnes pra-

tiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire ». Ce projet est l'une des composantes du programme « Gestion des Connaissances et Genre », issu du partenariat Belgique-FAO. Il couvre quatre pays de l'Afrique de l'Ouest: Niger, Burkina Faso, Mali et Sénégal. Ce programme vise à assurer une intégration transversale systématique des questions de genre grâce à la communication participative et à un meilleur partage de l'information.

Le réseau AfricaAdapt travaille lui aussi sur la capitalisation et montre comment un meilleur partage des connaissances permettrait aux communautés locales d'échanger entre elles des pratiques d'adaptation aux changements climatiques et de renforcer ainsi leurs capacités de résilience.

Vous apprendrez également comment les micro-jardins peuvent améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes pauvres vivant dans les villes et qui n'ont pas (ou difficilement) accès à la terre.

Notre série « Portraits de Femmes » sera consacrée à Madame Maïmouna Djermakoye, présidente de l'ONG Doubani qui œuvre à la promotion de la femme au Niger.

Cette année, le Prix International Roi Baudouin pour le Développement a été décerné à l'agence de presse radiophonique indonésienne KBR68H, un réseau de plus de 630 radios au service de la démocratie, de la tolérance et du développement.

Enfin le MIJARC expliquera la manière dont il met en place concrètement son objectif spécifique relatif au genre et comment « Les femmes renforcent leurs pouvoirs à tous les niveaux sur leurs droits et leur participation en tant que leaders ».

De nombreuses autres informations et ressources vous attendent dans cette revue et nous vous en souhaitons une bonne lecture à toutes et à tous !!

Marcela Villarreal

Directrice, Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et de l'emploi en milieu rural  
Département du développement économique et social de la FAO

### CONTACTEZ-NOUS

Eliane NAJROS, Coordinatrice du projet, ☎ +32 2 5490310  
Maartje HOUBRECHTS, Chargée de projet, ☎ +32 2 5490168  
Marie TULLY, Assistante de projet, ☎ +32 2 5490285  
Yannick DE MOL, Expert Associé (Sénégal), ☎ +221 338891632  
☎ +32 2 5490314 – e-mail : [Dimitra@Dimitra.org](mailto:Dimitra@Dimitra.org) – [www.fao.org/Dimitra](http://www.fao.org/Dimitra)

FAO Projet Dimitra, 21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Graphisme : Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gand  
Imprimeur : Parys Printing, Evergem-Gand



ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES  
POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (DGED) Belgique et de la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de la FAO.

Editeur responsable : Eliane Najros, FAO Projet Dimitra  
21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

# « Communiquer le genre pour le développement » : un nouveau module de formation de Dimitra

Depuis plusieurs mois, Dimitra travaille au développement d'un module de formation envisageant comment communiquer de manière sensible au genre. Explications.

En réponse aux demandes de ses partenaires, Dimitra a entamé le développement d'une formation soulignant les liens entre les thématiques « genre » et « communication pour le développement ». Cette formation trouve également son ancrage dans l'expérience du projet Dimitra. En effet, au fur et à mesure de la mise en œuvre de ses nombreuses activités, Dimitra a noté une demande de ses partenaires. Le personnel des ministères et des multiples parties prenantes qui collaborent à l'action de Dimitra souhaitent améliorer leurs modes de communication, leurs outils d'information et leurs connaissances en genre pour valoriser, répondre et mieux expliquer les enjeux de l'égalité entre hommes et femmes, notamment dans le domaine de l'agriculture et du développement rural.

## Concept et approche genre

Le concept de genre est complexe et souvent mal compris. Il est porteur de nombreux stéréotypes et suscite de multiples questions. Malgré la quantité d'informations disponibles sur le sujet, peu d'acteurs sociaux maîtrisent les questions liées à l'égalité hommes-femmes. Bien que les médias aient une responsabilité importante en matière d'information, de sensibilisation et d'animation sociale, au niveau local notamment, ils sont peu engagés sur les questions de genre. De leur côté, les ONG actives dans le domaine du développement rural ont souvent des capacités limitées en matière de communication. De même les ministères confondent souvent genre et femmes et ont du mal à intégrer le genre dans leurs politiques nationales.

Pourtant, l'une des clés de la réduction et de la suppression des inégalités persistantes entre les hommes et les femmes passent par l'accès à l'information et à la communication. En effet, cet accès permet aux hommes et aux femmes de comprendre les enjeux et de saisir les occasions de changements de comportements aux niveaux social, économique, technique et politique. Toutefois, ce changement ne verra le jour que si les hommes et les femmes sont associés à ce processus de transformation.

## Principes de la formation

La formation « Communiquer le genre » vise à contribuer aux efforts de développement pour l'égalité hommes-femmes par la promotion d'une information et d'une communication qui prennent en compte les aspects de genre.

Ses objectifs généraux sont les suivants :

- Renforcer les capacités du personnel des gouvernements pour inclure la thématique du genre en transversal dans les politiques de développement agricoles et rurales et d'en mesurer l'impact différencié sur les hommes et les femmes, y inclus les groupes vulnérables et les ménages ayant une femme à leur tête.
- Assurer l'équité entre les hommes et les femmes pour l'accès aux ressources, aux biens, aux services et à la prise de décisions dans les zones rurales.

- Aider les gouvernements à formuler des politiques agricoles et de développement rural qui tiennent compte de la parité hommes-femmes, n'excluent personne et sont participatives.

A la fin de la formation, tous les participants auront :

- des connaissances de base en matière de genre et de communication ;
- développé leurs capacités pour analyser une situation de communication dans une perspective de genre et développer une vision stratégique de la communication ;
- été stimulé(e)s pour changer leur façon de faire au niveau professionnel et pour que leurs actions de communication soient plus sensibles à la problématique de genre



La formation « Communiquer le genre pour le développement » vise à contribuer aux efforts de développement pour l'égalité hommes-femmes par la promotion d'une information et d'une communication qui prennent en compte les aspects de genre.

# Formation « Communiquer le genre pour le développement »

## TROIS ATELIERS PILOTES AU SÉNÉGAL, EN RDC ET AU NIGER

Étape clé du développement du module « Communiquer le genre pour le développement », l'organisation d'ateliers pilotes à MBour au Sénégal, à Lubumbashi en République démocratique du Congo (RDC) et à Niamey au Niger a permis de finaliser le module de formation novateur de Dimitra. Ces ateliers ont rassemblé près de 60 participants de ministères, médias, associations de base et organisations internationales avec un double objectif : renforcer les capacités en genre et en communication et tester le module de formation. Les formations ont été facilitées par Agnès Le Magadoux et Yannick De Mol.

### Sénégal, la première pierre

En juin dernier, l'équipe de Dimitra a initié la série de formations en organisant un atelier « Communiquer le genre pour le développement » au centre d'Enda Made Sahel de Mbour. Cette première étape a permis de confirmer l'importance d'ancrer la formation en genre dans la pratique et le concret. Bien qu'il s'agisse à plusieurs égards d'une introduction aux notions de genre et aux bases de la communication, orienter la formation vers les exemples du travail quotidien est clairement un choix opportun. En se basant sur les expériences des participants, notamment en travaillant sur des campagnes de sensibilisation qu'ils avaient menées au pays, l'équipe de formation s'est assurée la participation active de tous.

### RDC, à la demande et avec l'appui du Ministère de l'Agriculture du Katanga

Début septembre, la deuxième formation a été mise en œuvre à Lubumbashi (Katanga), en collaboration avec le REFED-Katanga, partenaire de Dimitra dans cette province, et avec le Ministère provincial de l'Agriculture, Pêche, Elevage et Développement Rural. La majorité des participants faisaient partie du Ministère provincial de l'Agriculture, et du personnel des Ministères nationaux du Genre, de l'Agriculture et du Développement rural. Démontrant son intérêt pour l'atelier en faisant l'ouverture de la formation, le Ministre provincial, S.E. Mumba Gama, a également fourni du personnel et du matériel pour organiser la formation.

Le programme a été adapté afin que les participants acquièrent des éléments de base en matière d'approche et d'analyse de genre en s'engageant dans la conception, étape par étape, d'une action de communication tel qu'un vidéo-forum ou une série de spots radiophoniques concernant des thématiques sur lesquelles ils travaillent tous les jours. Il est très important d'adapter le contenu de la formation au contexte local.

### Au Niger, la finalisation

Le dernier atelier pilote a été organisé à Niamey à la fin du mois de septembre par l'organisation partenaire de Dimitra, ONG VIE, qui travaille principalement dans le domaine de l'éducation informelle et de l'alphabétisation. Assez proche de l'atelier tenu au Katanga, les différences tenaient essentiellement à la composition du groupe de participants, qui comptait un nombre important d'experts en genre, et à l'amélioration des supports pédagogiques. Le groupe était particulièrement hétérogène, ce qui a influencé sa dynamique. L'approche basée sur la préparation d'une action de communication en groupes demeure toutefois pleinement appropriée. Cette étape a permis de finaliser les supports pédagogiques en fonction des besoins identifiés dans les formations précédentes, avec un retour positif de la part des participants de cet atelier. Le contenu de la formation sera exploité dans les prochains mois par l'ONG VIE dans le cadre de son projet *Création de clubs d'écoute communautaires pour l'autonomisation et le leadership des femmes rurales et des jeunes des centres d'alphabétisation* (voir page 7).

### Leçons apprises

De manière générale, organiser une série de formations pilotes a permis de confronter la théorie à la pratique et d'affiner de nombreux

éléments grâce notamment au feedback des participants, pendant les échanges dans le cadre de la formation et lors de la session d'évaluation finale. Voici les principaux éléments :

- L'approche pédagogique choisie a montré son efficacité : s'appuyer sur les principes de la communication participative, intégrer l'acquisition des concepts de genre dans le cadre d'actions de communication auxquelles la majorité des participants sont/ont été confrontés dans leur cadre professionnel. Ceci permet de mieux comprendre le lien direct qui existe entre les problématiques genre et la vie réelle. Revenir sur des concepts simples, considérés comme acquis, ainsi que réfléchir sur les stéréotypes et préjugés, est indispensable.
- Au niveau du contenu, le recours à des exemples et des études de cas s'est révélé très utile. La composition des groupes a une influence extrêmement importante sur les synergies et donc sur le contenu de la formation. La dynamique varie significativement en fonction des compétences, en particulier quand le/la participant-e est spécialisé-e dans les domaines de la communication ou du genre. Trouver le bon équilibre en apport en matière de communication et en matière de genre a été un défi rencontré lors de chaque formation.



La formation est ancrée dans la pratique, se basant sur les expériences concrètes des participants, notamment en travaillant sur des campagnes de sensibilisation existantes. Le recours à des exemples et des études de cas s'est révélé très utile.

## Communiquer le genre pour le développement : quelques principes

- Concernant la **logistique** et l'**organisation**, il est crucial d'avoir deux formateurs (une femme et un homme) pour pouvoir prendre en compte pleinement les sensibilités et les points de vue des hommes et des femmes participant à la formation. Créer une bonne dynamique de groupe est également très important. Idéalement, la formation devrait être tenue en résidentiel et des activités spécifiques devraient être organisées (jeux, animations, sorties) afin de favoriser cette dynamique. Il est utile de cibler les personnes de terrain.

Lors de chaque atelier, l'équipe de Dimitra a été surprise par l'importance de l'engagement des participants au-delà de la formation. Fournir l'occasion aux participants d'envisager l'après-formation, leur réinvestissement professionnel est donc particulièrement important. Les engagements individuels et collectifs témoignent de l'opportunité du développement du module de formation de Dimitra et fournissent de précieux indicateurs d'évaluation et de suivi.

### Le futur ? Des formations et la publication d'un guide pédagogique

L'intérêt suscité auprès des autorités et des acteurs de développement est également de bon augure pour la suite. Dimitra envisage déjà des collaborations avec plusieurs ministères afin de répliquer ces formations à une plus large échelle.

Par ailleurs, dans le cadre d'autres projets de la FAO et d'organisations internationales, Dimitra aura la possibilité de mettre en oeuvre et d'ajuster le module dans les mois à venir, notamment en travaillant avec des agents des radios communautaires.

Comme lors de chacune de ses activités, Dimitra capitalise les acquis et les expériences. L'équipe de formation et Dimitra développeront dans les mois à venir un guide destiné à constituer une référence en matière de genre et de communication en milieu rural. Le contenu reprendra les éléments clés de la formation pour que d'autres puissent les utiliser dans le cadre de formations ou d'autres activités de développement.

- ✿ Pour des informations sur les formations, contacter l'équipe Dimitra : [dimitra@dimitra.org](mailto:dimitra@dimitra.org)

*La prise en compte de la dimension genre dans une action de communication suppose que les intérêts, les problèmes, les expériences et les priorités des femmes aussi bien que des hommes soient considérées et traitées.*

« Communiquer le genre pour le développement » part du postulat que la société doit aller vers l'égalité entre les hommes et les femmes. Ceci suppose, tout en levant les discriminations et en faisant respecter les droits de chacun, de viser un contrôle et un accès égal :

- aux services de base et aux infrastructures, à l'éducation et à la santé, pour soutenir l'**autonomisation sociale** ;
- aux ressources productives et à la technologie, en particulier pour ce qui est de la terre et de ses produits, des financements agricoles, et de diversification (crédits et incitations) des technologies et des outillages, pour favoriser l'**autonomisation économique** ;
- aux plateformes de négociation, à l'information et à la possibilité de communiquer, ainsi qu'aux instances de prise de décision, pour conduire à l'**autonomisation politique**.

Ces trois dimensions (sociale, économique et politique) sont indissociables et ne peuvent être traitées séparément. En effet, à quoi servirait de permettre l'éducation mais de restreindre le droit d'accès à une profession ou le droit d'agir en tant que citoyenne

à part entière ? Et, inversement, quel serait l'intérêt d'avoir accès à des activités économiques mais de ne pas avoir la possibilité de les mettre en oeuvre faute de connaissances fondamentales, de ressources et de possibilités de se faire entendre. On ne pourra parler de recherche d'égalité de genre que lorsque les trois dimensions seront considérées et appréhendées comme un tout global indivisible, où chaque élément pris séparément est aussi important que les deux autres.

C'est pourquoi la prise en compte de la dimension genre dans une action de communication suppose que les intérêts, les problèmes, les expériences et les priorités des femmes aussi bien que des hommes, soient considérées et traitées. Attention, il ne s'agit pas d'être partial ou de prendre uniquement les intérêts des femmes en compte, mais d'adopter une approche sensible aux différents points de vue pour agir ensemble.

C'est une disposition d'esprit, un regard critique, un engagement pour l'égalité. Il s'agit dans la pratique de mettre ses « lunettes de genre » pour visibiliser les dimensions « oubliées, cachées ».

### POUR COMMUNIQUER LE GENRE, IL EST INDISPENSABLE DE :

- connaître et comprendre le contexte ;
- considérer divers points de vue, opinions et paroles au regard de l'action de communication : ceux des femmes et des hommes, et non seulement de celles et ceux qui ont l'autorité et le pouvoir ;
- nommer toutes les parties prenantes, la règle du masculin pluriel devant être oubliée ;
- rechercher les personnes qui « manquent » dans votre action de communication ;
- être conscient des stéréotypes et des préjugés, notamment sexistes, que tout un chacun véhicule, dont les formateurs eux-mêmes ;
- mettre en évidence les effets des relations de genre ;
- effectuer des recherches auprès des experts mais surtout auprès des gens de terrain pour mieux comprendre leurs besoins spécifiques.



# Des nouveaux clubs d'écoute communautaires au Katanga

Les clubs d'écoute communautaires du Sud-Kivu ont fait des petits au Katanga :

Bienvenue aux clubs d'écoute KIKA de Kapolowe et TUMU et TUJI de Kasumbalesa !

## Le Katanga : accès difficile à l'information et à la communication

Au même titre que l'accès aux biens et aux services, l'accès à l'information et à la communication est l'une des conditions préalables pour le développement. Mais cet accès est particulièrement difficile pour les populations rurales du Katanga, surtout les femmes. L'immensité du territoire, une infrastructure de transport délabrée ou inexistante, l'absence ou les difficultés d'accès aux outils et moyens d'information et de communication, les nombreux handicaps liés au statut coutumier de la femme, ... n'en sont que quelques exemples.

Pourtant, l'accès à l'information et la possibilité de communiquer sur des sujets concrets qui touchent à la vie quotidienne, aident à renforcer les compétences, donnent plus de confiance en soi et conduisent à une autonomisation économique, politique et sociale. Ce sont ces facteurs qui permettent la gestion d'une bonne gouvernance locale et les conditions d'une véritable participation citoyenne.

## L'établissement de clubs d'écoute au Katanga

La formation et sensibilisation des leaders communautaires, animateurs d'organisations de développement à la base et animateurs et journalistes de radios communautaires identifiés auparavant a été l'objectif principal de deux ateliers organisés par Dimitra avec l'appui de la GTZ-Santé et SAMWAKI, précurseur dans ce domaine au Sud-Kivu. Les questions de genre, de mobilisation, de plaidoyer social et de communication participative étaient au cœur de ces deux ateliers, qui ont eu lieu à Lubumbashi en novembre 2009. (Pour plus de détails, voir Bulletin Dimitra 16, mai 2009, pp 4-5)

La restitution de leurs acquis par les participants aux formations au courant des mois suivants ont été un premier pas dans l'établissement, en juillet 2009, de plusieurs clubs d'écoute, un à Kapolowe, près de la ville de Likasi et deux à Kasumbalesa, ville frontière avec la Zambie.

## L'engouement de la population

Le club d'écoute KIKA a été le premier à être lancé à Kapolowe, le 20 juillet 2009. Il travaille en lien avec la Radio Communautaire du Katanga-Likasi (RCK-Likasi). La cérémonie officielle de lancement a été présidée par le Représentant du Ministre provincial de l'Agriculture, Pêche, Elevage et Développement Rural, en présence des autorités locales et traditionnelles, de la FAO, Dimitra, du REFED-Katanga, de la GTZ-Santé ainsi que de nombreuses

Le sigle KIKA signifie **Kibulumo Kya Kapolowe**. Kibulumo veut dire « le cri du lion » en langue locale kisanga. Selon l'histoire de la cité de Kapolowe, on racontait aux premiers Européens qu'il y avait un lion qui rugissait sur la colline. Kapolo signifie « lion », we signifie « où est-il ? ». Les Européens ont demandé à la population « Où est le lion (Kapolo we) ? » Le club a choisi ce nom pour faire référence à ce qui attire l'attention de tous. Le logo du club représente un tambour avec son tamtam à côté d'un ruisseau, façon utilisée par les ancêtres pour annoncer une nouvelle importante au village.

**Tuangane Mukono**, en sigle TUMU, signifie « Unissons-nous » ou « Union » en swahili. L'union est symbolisée par la main tendue (mukono).

TUJI, pour **Tujikaze**, signifie « Faisons un effort ! ».

autres personnes intéressées. Les membres du club ont joué des sketches pour montrer à quels problèmes ils sont régulièrement confrontés (VIH/SIDA, corruption, ignorance, manque d'accès à l'information, alimentation, etc.). Le fait de s'être organisé en groupes a beaucoup aidé la population. Le soutien de la Mission de Kapolowe, notamment la mise à disposition d'un local pour se réunir, est également un atout majeur pour la réussite de leurs activités.

## Implication et soutien des autorités locales

Quelques jours plus tard, le club d'écoute TUJI de Kasumbalesa (village de Wisky) était également inauguré officiellement. Là aussi, les représentants du Ministère, de la FAO, Dimitra, le REFED-Katanga et la GTZ-Santé étaient présents, ainsi qu'une population nombreuse et très animée. Les autorités locales, telles le chef de Cité et le chef traditionnel Kombo, sont intervenues pour montrer à quel point, comme à Kapolowe, ils sont impliqués dans la démarche des clubs d'écoute et combien ils ont compris que le travail de la communauté doit être porté ensemble par les hommes et par les femmes, dans un esprit d'ouverture et d'égalité.

Le bureau de la FAO de Lubumbashi a donné quelques kits maraichers aux membres des clubs d'écoute à l'occasion des deux cérémonies – la sécurité alimentaire étant l'une de thèmes traités par ces clubs – pour les soutenir et encourager leurs activités.

Depuis, le club d'écoute TUMU de Kasumbalesa (village Carrière) a également vu le jour. Les deux clubs de Kasumbalesa sont très actifs et travaillent avec une très forte implication des radios communautaires Paradoxe et Vespera qui opèrent à Kasumbalesa. Les journalistes de ces radios ont suivi la formation « Communiquer le genre pour le développement », organisée par Dimitra et le Ministère provincial de l'Agriculture, et qui s'est déroulée en septembre à Lubumbashi (voir p. 4-5). Ils en ont déjà fait un très bon usage. A suivre ...

Le projet Clubs d'écoute au Katanga est réalisé par le REFED-Katanga, avec l'appui de Dimitra, la GTZ-Santé au Katanga et la Fondation Roi Baudouin.

## \* Pour des informations supplémentaires, contacter:

REFED-Katanga, Réseau Femme et Développement  
Bernadette M. Kapend, Coordinatrice  
Avenue Likasi n° 491, Bâtiment Grand Labo  
Lubumbashi (Katanga)  
République démocratique du Congo  
Tél : 243 81 8152771  
E-mail : refed\_katanga@yahoo.fr



# Niger – Des clubs d'écoute communautaires pour renforcer le leadership féminin

En conjuguant alphabétisation et communication, Dimitra vise à promouvoir le leadership féminin au Niger – sans pour autant marginaliser les hommes – en utilisant deux outils : les centres d'alphabétisation et les radios communautaires. Le projet est aussi le résultat d'un partenariat efficace entre organismes locaux, bilatéraux et multilatéraux.

« C'est vraiment exaltant de s'entendre parler soi-même à la radio, nous qui pensions que celles et ceux que nous entendions n'étaient pas des personnes physiques ». Djélika Doudou participe à une animation communautaire dans le village de Zindigori, à l'ouest de Téra. Elle est membre d'un club d'écoute, et est ainsi une bénéficiaire directe du projet pilote de Dimitra et l'ONG VIE Kande Ni Bayra : « Création de clubs d'écoute pour l'autonomisation et le leadership des femmes rurales et des jeunes des centres d'alphabétisation ».

## La radio, l'arbre à palabres des femmes rurales

Un soir, au clair de lune, une animatrice diffuse un enregistrement à Zindigori. Elle avait auparavant questionné et enregistré les femmes sur des thèmes les concernant. Les femmes et les hommes du village sont venus nombreux écouter la bande son. Profitant de cet instant d'étonnement et d'engouement, l'animatrice explique ce que peut être cette nouvelle dynamique de partage d'informations, avec l'utilisation de la radio et le centre d'alphabétisation. Ainsi est né le club d'écoute pour l'autonomisation des femmes de Zindigori et tous les autres clubs partenaires de la radio communautaire de Téra.

L'animatrice en charge de l'encadrement des femmes rurales se rend régulièrement au village. Son objectif : amener les femmes à prendre la parole sur les ondes. La radio communautaire, c'est une nouvelle forme d'arbre à palabres pour des femmes rurales longtemps restées sans voix.

Le projet a débuté en juillet 2009, pour une période de deux ans. Il couvre les zones de diffusion de neuf radios communautaires des régions de Tillabéri et de Dosso.

## Les ondes et l'alphabétisation pour renforcer le leadership

Trois clubs d'écoute ont été créés dans chacun des 10 villages bénéficiaires. Chaque club dispose d'un récepteur radio solaire et à manivelle et est constitué de femmes ou de jeunes intéressés, avec une femme leader désignée à leur tête. Les femmes et les jeunes écoutent les émissions radio et se rassemblent ensuite dans le centre d'alphabétisation pour en discuter et renforcer mutuellement leur compréhension. Elles décryptent les multiples thèmes abordés sans tabou : la santé, l'éducation, la production animale et végétale, les recettes culinaires, la démocratie, la décentralisation, la citoyenneté, la culture de la paix...

Dans leurs échanges et discussions, les femmes sont appuyées par une animatrice de la radio, un alphabétiseur ou une personne ressource. Elles produisent ensuite une synthèse. Si la thématique discutée dépasse le cadre du village, elle fait l'objet d'un enregistrement et d'une diffusion par la radio communautaire. Il arrive que les femmes invitent les hommes pour leur faire part de leurs réflexions. Pour échanger dans un cadre plus large encore, les trois clubs d'écoute du village se réunissent de temps en temps. Lorsque les réactions le justifient, la radio diffuse ces échanges.

Les débats et réflexions des femmes sont ainsi exploités, discutés, diffusés et puis écoutés par leurs sœurs des villages voisins. Petit à petit, les groupes de femmes interagissent et échangent ; le leadership féminin rural se renforce et se développe. La réactivité des femmes leaders atteste déjà les potentialités évidentes du projet. Longtemps restées silencieuses, elles démontrent de plus en plus leurs capacités à s'assumer et à porter haut la voix de la femme rurale.

## Les hommes aussi veulent leurs clubs d'écoute

Dans certains villages, les groupes mixtes ne sont pas immédiatement envisageables. Dans ces cas, les hommes vont créer leurs propres clubs d'écoute, en partenariat avec les clubs féminins. Cette démarche est importante afin de ne pas marginaliser les femmes et d'impliquer les hommes dans la dynamique.

## Le résultat d'un partenariat multiple

Le projet « clubs d'écoute » découle d'un atelier sous-régional organisé par Dimitra et l'ONG VIE Kande Ni Bayra, en décembre 2006 : « L'alphabétisation de la femme rurale comme facteur de sa propre promotion, de sa famille et celle de la scolarisation des filles ». Cette rencontre avait mis en avant le potentiel d'impact d'une mise en synergie des centres d'alphabétisation et des radios communautaires. Le concept : avoir un accès approprié à l'information et à la com-



Chaque club d'écoute dispose d'un récepteur radio solaire et à manivelle. Les membres écoutent les émissions radio ensemble et se rassemblent dans les centres d'alphabétisation pour discuter sans tabou les thèmes abordés.

munication pour renforcer les capacités des femmes rurales, améliorer leurs conditions de vie et leur leadership. La Coopération suisse, la Coopération Technique Belge, la Coopération canadienne, l'UNFPA et la FAO/Dimitra avaient financé cet atelier. Tous ces partenaires ont été rejoints par le PNUD et l'UNIFEM. Ensemble ils ont décidé de concrétiser cette initiative. L'ONG VIE en assure la mise en œuvre.

## \* Pour des informations supplémentaires, contacter :

ONG-VIE Kande Ni Bayra  
M. Ali Abdoulaye  
B.P. 349  
Niamey, Niger  
Tél : +227 20 752560 – Tél/Fax : +227 20 755448  
E-mail : viebayra@intnet.ne

Cet article est également publié par le PNUD Niger dans le numéro 16 du journal « Dai Dai Ci ».

# De l'expérience au partage des connaissances : la capitalisation de bonnes pratiques pour les organisations du monde rural en Afrique de l'Ouest

Le projet « Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire » vise à élargir, de façon égale pour tous, les possibilités des producteurs et des productrices d'accéder aux intrants agricoles en qualité, en quantité et en lieu et temps voulus et de les utiliser de façon raisonnée et écologique, grâce à une meilleure gestion des connaissances en la matière. Par intrants agricoles on entend ici les semences, les engrais, les produits phytosanitaires et le petit matériel agricole. D'envergure régionale, les activités de ce projet se déroulent au Niger, au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. Au Niger le projet Capitalisation travaille en collaboration étroite avec le projet d'Intensification de l'Agriculture par le Renforcement des Boutiques d'Intrants Coopératives (IARVIC).

Pour atteindre son objectif le projet adopte une démarche de « capitalisation », intégrant l'égalité hommes-femmes, visant à transformer des expériences sur la gestion des intrants et des connaissances pour que les productrices et producteurs puissent se les approprier.

## Comment faire de la capitalisation ?

C'est une démarche complexe couvrant les domaines de la gestion de l'information et de la communication, que l'on peut résumer aux principales phases suivantes :

- l'**identification**, qui consiste à repérer des pratiques innovantes, des informations et des connaissances pertinentes dans le domaine des intrants ;

- la **documentation**, c'est à dire le recueil d'information permettant de décrire et d'illustrer ce qui a été identifié, en faisant appel à différentes sources (organisations paysannes, bibliothèques, centres de recherche, ...);
- la **valorisation** des pratiques sur des supports pouvant être utilisés par le public visé, et en exploitant une multitude de canaux (plaquette, manuel, chanson, programme radio, film, théâtre, vidéo, etc.);
- la **diffusion** et l'**échange** des pratiques et expériences à travers des canaux adaptés au monde rural et selon des méthodes permettant aux productrices et aux producteurs d'exploiter ces connaissances ;
- finalement, l'**appropriation** qui permet de mettre en pratique ces nouvelles connaissances, de les adopter, les adapter au contexte et de les enrichir.

Pour mettre en œuvre cette démarche, le projet Capitalisation s'associe avec de nombreux acteurs : les groupements ruraux de base, les plateformes nationales d'organisations paysannes, les services techniques de l'Etat, les ONG d'appui, les médias et les agences de communication, la recherche et l'enseignement supérieur et les projets et programmes de développement.

Le projet établit des partenariats avec tous ces acteurs pour mener des activités de formation, d'appui technique et méthodologique, et de recherche-action. Le dispositif d'échange, de débat et de réflexion combine plusieurs moyens et supports de communication : les

visites d'échanges et les ateliers, les foires et rencontres dédiées à l'échange, les radios communautaires, les supports écrits, audio, vidéo et photographiques, les réseaux électroniques et téléphoniques, etc.

La démarche, les partenariats établis et le dispositif d'échange sont conduits de manière à intégrer les préoccupations de genre dans toutes les phases du projet. L'objectif, à travers les activités menées, est de promouvoir un développement efficace, égalitaire et durable, en particulier en termes de production et d'accès et de contrôle des informations et des connaissances.

## Initiatives existantes de capitalisation

Le terme capitalisation est souvent utilisé pour décrire ces activités et les supports qui en sont issus. Mais le processus de capitalisation en plusieurs phases, tel que décrit plus haut, et l'impact positif qu'il peut avoir sont souvent mal connus. On peut expliquer cet état de fait par la rareté des supports de vulgarisation et le manque de formations qui s'adressent aux

Le projet « Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire » est l'une des composantes du programme de partenariat entre la FAO et la Belgique sur la « **Gestion des connaissances et Genre** ». Ce programme, qui couvre quatre pays de l'Afrique de l'Ouest (Niger, Burkina Faso, Mali et Sénégal), repose sur quatre composantes :

- « **Hortivar** » et le « **Centre d'Apprentissage de Finance Rurale** » constituent l'aile technique du programme, avec d'une part les pratiques horticoles et d'autre part le warrantage. (voir Bulletins Dimitra 15 & 16)
- « **Dimitra** » et le projet « **Capitalisation** » représentent l'aile méthodologique, utilisant une approche participative en vue de favoriser un meilleur échange de connaissances dans les pays cibles et une intégration systématique des questions de genre grâce à une meilleure gestion de l'information et à la communication.

Ce programme travaille en synergie avec d'autres initiatives régionales de la FAO comme Eau pour l'Afrique, les Champs Ecoles Paysans, l'Initiative sur la flambée des prix, et l'appui aux programmes nationaux de sécurité alimentaire.



Etapes cruciales dans la démarche de capitalisation : valorisation des pratiques sur des supports adaptés au public visé et diffusion et échange des pratiques et expériences à travers des canaux adaptés et selon des méthodes permettant d'exploiter ces connaissances.

organisations du monde rural en Afrique de l'Ouest.

Dans les deux pays où le projet Capitalisation débute ses activités en 2009 (Niger et Burkina Faso), on constate qu'il existe de plus en plus d'initiatives pour documenter et diffuser les pratiques innovantes et les connaissances dans le domaine du développement agricole. Elles sont menées par des projets et des organisations d'appui au monde rural qui veulent ainsi faire connaître ou rendre visibles leurs activités. Des communicateurs et des journalistes sont mobilisés à ces occasions pour produire différents types de supports (articles, fiches, plaquettes, livrets, vidéos, ...). Les fonctions qu'ils exercent sont parfois intégrées dans des ONG (avec des postes de chargés de l'information et de la communication), mais rarement présentes dans les organisations paysannes et dans les projets de développement.

Pour favoriser l'expression d'acteurs non spécialisés dans la communication, des « ateliers d'écriture » sont organisés ponctuellement par des ONG et des projets qui souhaitent ainsi valoriser des expériences de terrain et les diffuser. Ces ateliers s'adressent par exemple à des responsables d'organisations paysannes qui témoignent de leurs expériences pour les partager avec leurs groupements. Ils sont également destinés aux membres d'un réseau thématique ou encore aux différents bénéficiaires d'un même projet de développement qui se retrouvent pour échanger leurs pratiques.

### **Vers une appropriation de la démarche par la formation d'animateurs de capitalisation**

Pour renforcer la démarche de capitalisation au sein de ses organisations partenaires, le projet veut promouvoir la fonction « d'animateur de capitalisation ». Ces animateurs auront la charge de :

- faire connaître la démarche dans leurs organisations, auprès de leurs partenaires financiers et de leurs membres, en expliquant les enjeux de la capitalisation, ses étapes, son coût humain et financier, et surtout ce qu'elle apporte ;
- réaliser eux-mêmes ou appuyer la réalisation de capitalisation d'expériences en utilisant une palette d'outils, de méthodes et de supports adaptés à leurs besoins.

*Le projet Capitalisation vise à élargir les possibilités des producteurs et des productrices d'accéder aux intrants agricoles en qualité, en quantité et en lieu et temps voulus et de les utiliser de façon raisonnée et écologique, grâce à une meilleure gestion des connaissances.*

Pour que les organisations d'appui du monde rural acceptent cette nouvelle fonction « d'animateur de capitalisation », le projet Capitalisation met en place des « formation-action ». Les thèmes des ces formations seront choisis en fonction de l'intérêt stratégique que la capitalisation représente pour l'organisation à l'origine de l'expérience, et des enseignements que pourront en tirer les autres organisations qui participeront aux échanges.

La mise en place de ce dispositif de formation-action passe par un diagnostic des pratiques de capitalisation au sein des organisations partenaires. Pour ce faire, des enquêtes et des interviews sont en cours de réalisation. Ce diagnostic sera l'occasion de préciser quelles devraient être les modalités pratiques des formations les mieux adaptées au fonctionnement de ces organisations.

Les connaissances acquises à l'occasion de ces formations devront permettre aux animateurs de répondre aux questions suivantes : Pourquoi capitaliser ? Sur quoi capitaliser ? Comment s'organiser pour capitaliser ? Comment produire du contenu ? Comment réaliser

des supports ? Comment diffuser et échanger les produits de la capitalisation ? Comment influencer, faire évoluer les comportements grâce aux produits de capitalisation ?

Ces expériences de formation-action jetteront les bases de la capitalisation des bonnes pratiques en milieu rural par les organisations partenaires impliquées.

#### **\* Pour toutes informations complémentaires, contacter :**

Gilles Mersadier au Niger:  
[gilles.mersadier@fao.org](mailto:gilles.mersadier@fao.org)  
ou Sophie Treinen au siège de la FAO:  
[sophie.treinen@fao.org](mailto:sophie.treinen@fao.org)

#### **\* Pour accéder à des documents méthodologiques en français sur la capitalisation d'expériences, rendez vous sur :**

[www.delicious.com/gestionconnaissancesgenre/capitalisation](http://www.delicious.com/gestionconnaissancesgenre/capitalisation)



# AfricaAdapt : le partage des connaissances pour l'adaptation aux changements climatiques

Le changement climatique menace le quotidien des communautés locales en Afrique et va sans nul doute entraver le développement du continent. Beaucoup de connaissances et leçons ont été tirées des expériences sur le terrain. Néanmoins, le partage des connaissances et la capitalisation entre les différents acteurs qui travaillent sur la question restent encore limités. Le réseau AfricaAdapt veut relever ce défi et partager les connaissances sur l'adaptation aux changements climatiques de manière innovante et ciblée.



ont pour mission de connecter les réseaux et les personnes entre elles afin que chacun puisse partager son expérience et apprendre des autres.

Le réseau AfricaAdapt veut relever ce défi et partager les connaissances sur l'adaptation aux changements climatiques de manière innovante et ciblée. AfricaAdapt mise, en effet, sur l'utilisation des TIC : les alertes SMS, les flux RSS, le micro-blogging sur Twitter... Il utilise également des outils de communication plus traditionnels tels que les rencontres entre les acteurs sur le terrain, et accorde une grande importance à la génération de produits des connaissances adaptés aux besoins spécifiques des décideurs, des chercheurs, des ONG et des organisations communautaires de base.

étape du projet, permettrait un meilleur partage d'expériences et une assistance entre pairs sur des questions précises. AfricaAdapt a développé un guide pour permettre aux chercheurs de communiquer de manière simple et efficace.

Le partage de connaissances exige, par ailleurs, l'instauration d'un climat de confiance entre les acteurs. Toutefois, la collaboration entre les décideurs politiques, les journalistes et les chercheurs fait encore défaut et handicape lourdement la sensibilisation des populations et la prise de décision informée.

La protection des savoirs locaux est une question qui fait débat. Comment documenter ces savoirs sans pour autant déposséder les communautés locales de leur héritage? L'approche du réseau est, certes, de documenter le savoir local, mais aussi d'apporter en échange de nouvelles connaissances pour enrichir la communauté et renforcer ces stratégies d'adaptation actuelles.

Le réseau veut valoriser et diffuser le savoir-faire africain, il permettra de dresser un répertoire exhaustif des experts en Afrique dans des domaines aussi variés que l'énergie, l'eau, la foresterie, la sécurité alimentaire... Il invite au partage d'expériences pour un apprentissage mutuel des acteurs qui sont intéressés par les changements climatiques. Le site Internet du réseau permet aux membres de partager leur expérience par la création d'un profil personnalisé. De nouvelles fonctionnalités permettront prochainement aux utilisateurs d'interagir entre eux et d'échanger leurs succès, leurs échecs ainsi que les défis auxquels ils sont confrontés.

\* Pour en savoir plus, consulter : [www.africa-adapt.net](http://www.africa-adapt.net)

\* Ou contacter : Secrétariat AfricaAdapt  
Institute of Development Studies  
University of Sussex  
Brighton BN1 9RE, Royaume-Uni  
Tél : +44 1273 876681  
E-mail : [info@africa-adapt.net](mailto:info@africa-adapt.net)

\* Article contribué par Binetou Diagne,  
Responsable du Partage des Connaissances  
ENDA-Energie  
54, rue Carnot  
BP 3370, Dakar, Sénégal  
E-mail : [enda.energie@orange.sn](mailto:enda.energie@orange.sn)  
Tél : +221 33 8222496 – Fax : +221 33 8217595

Un meilleur partage des connaissances permettrait aux communautés locales d'échanger entre elles des pratiques d'adaptation aux changements climatiques et ainsi de renforcer leurs capacités de résilience. Il faut dire que la diversité des acteurs (décideurs politiques, médias, instituts de recherche, ONG...) et les barrières linguistiques ne facilitent pas la communication. Par ailleurs, les problèmes liés à l'analphabétisme, à l'accès à l'information, à la marginalisation des femmes constituent des obstacles de taille au partage de connaissances.

Des expériences probantes démontrent que le partage des connaissances et la collaboration entre acteurs peuvent contribuer à améliorer les moyens de subsistance des communautés. L'IPACC (Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee / Le Comité de Coordination des Peuples autochtones d'Afrique) a, par exemple, récemment commencé l'utilisation de la technologie GPS et du savoir-faire local pour l'évaluation de la vulnérabilité d'une communauté de chasseurs nomades en Afrique du Sud.

## AfricaAdapt : atteindre les communautés marginalisées avec une approche intégrée

Lancé en 2008, le réseau AfricaAdapt est le fruit d'une collaboration entre ENDA Tiers-Monde au Sénégal, le Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) au Ghana, le Centre de Prédiction et d'Applications Climatiques de l'IGAD (ICPAC) au Kenya et l'Institut d'Etudes au Développement (IDS) au Royaume-Uni. Le réseau est animé par quatre responsables du partage des connaissances (un de chaque organisation) qui

AfricaAdapt ambitionne notamment de documenter les expériences locales et de favoriser la communication intercommunautaire. A cet effet, des partenariats avec les radios communautaires visent à élaborer des programmes radio en langues locales pour faciliter la compréhension des changements climatiques à l'échelon communautaire. Les groupes marginalisés sont prioritairement ciblés (femmes, handicapés, analphabètes...) afin que le processus de communication soit le plus participatif possible. Dans la même perspective, le Fonds d'Innovation AfricaAdapt, lancé en juin 2009, encourage les initiatives originales de partage de connaissances des communautés locales. Un premier appel à candidatures a donné lieu à 500 propositions, dont 10 ont été retenues pour l'affectation de fonds.

## Les défis du partage des connaissances

Même si beaucoup d'acteurs manifestent un intérêt certain pour le partage des connaissances, celui-ci reste entravé par le clivage anglophone/francophone en Afrique. Beaucoup de chercheurs n'ont pas accès à l'information produite dans une autre langue et ne peuvent partager leurs résultats qu'avec une seule communauté linguistique.

De plus, les chercheurs sont parfois peu enclins à communiquer au-delà de la publication de résultats finaux dans des revues scientifiques. Or, une communication en continue, à chaque

# Radio Bubusa FM, l'appel des femmes rurales

Depuis janvier 2008, Radio Bubusa est présente sur les ondes de la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo. Radio communautaire pour et par les femmes rurales, Radio Bubusa est reconnue pour la qualité de son travail, localement et à l'étranger.

L'ONG SAMWAKI est à l'origine de ce succès. Depuis 2002, cette organisation congolaise contribue à améliorer l'accès des femmes du Sud-Kivu à l'information et à leur autonomisation. SAMWAKI, « Sauti ya Mwanamke Kijijini », signifie « La voix de la femme rurale ».

SAMWAKI a rapidement fait ses preuves et reçu la confiance des bailleurs de fonds – Coopération allemande (GTZ Santé), Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO-Dimitra), World Association for Christian Communication (WACC), etc. – car elle est réellement centrée sur les communautés locales, avec une méthodologie de communication participative.

SAMWAKI travaille principalement dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'accès à l'information, du genre et des droits humains.

## Clubs d'écoute communautaires

Pour désenclaver les communautés rurales, les femmes en particulier, et améliorer leur accès à l'information, SAMWAKI a décidé de soutenir la création de clubs d'écoute communautaires. Les premiers ont vu le jour en 2005. Actuellement, l'organisation soutient le fonctionnement de neuf clubs d'écoute communautaires dans les huit territoires de la province du Sud-Kivu. Certains comptent plusieurs centaines de membres.

Il ne s'agit pas de simples « clubs d'auditeurs », ou « fan clubs », liés à une émission radiophonique ou à une station radio. Ces clubs sont des groupements citoyens permettant aux membres de partager leurs préoccupations, leurs besoins, d'obtenir certaines informations autrement inaccessibles et de prendre des actions constructives en fonction des solutions identifiées ensemble. Ces clubs sont composés d'hommes et de femmes et ont une sensibilité accrue aux problématiques liées au genre.

Les échanges entre les groupes se basent souvent sur l'écoute de programmes radiophoniques grâce aux radios solaires et à manivelles distribuées par Dimitra, avec le soutien de la Fondation Roi Baudouin de Belgique. L'écoute se déroule de deux manières : parfois les membres des clubs prennent le récepteur dans leur foyer, mais quand c'est possible, les membres, hommes et femmes, se réunissent et procèdent à des écoutes collectives, ce qui permet de stimuler le débat, la recherche de solutions et la mise en œuvre d'actions concrètes.

Les premières expériences de ces clubs d'écoute communautaires ont porté sur des questions de santé, notamment sur le VIH/SIDA, et sur des questions agricoles. Le fait même d'aborder certaines questions a eu une influence positive sur la situation. Selon SAMWAKI, les membres des clubs d'écoutes communautaires ont pu obtenir des informations utiles sur des sujets sensibles, parfois tabous, auxquels ils (et elles!) n'avaient pas accès comme le SIDA ou les violences sexuelles.

Il est prévu de renforcer la synergie entre les clubs d'écoute communautaires en mettant en place un système de communication plus efficace, prenant en compte les nombreux obstacles qui freinent l'échange d'informations entre ces clubs des milieux ruraux, souvent isolés et dans une région en post-conflits.

## Radio Bubusa FM

Pour que la voix des populations rurales porte plus loin, SAMWAKI a décidé de créer une radio. Des partenariats avaient bien été tissés avec des stations existantes, mais certains clubs n'étaient pas couverts par les ondes. L'idée d'amplifier la dynamique de communication participative au-delà des clubs d'écoute en créant une radio pour et par les femmes a fait son chemin. Début mars 2008, Radio Bubusa FM voyait le jour.

**En langue mashi, « Bubusa » est un cri rassembleur utilisé par les femmes pour rappeler un rendez vous, pour aller au champ, chercher le bois de chauffe, puiser l'eau, ou accompagner un mariage.**

Installée à Mugogo, à une trentaine de kilomètres de la ville de Bukavu, la radio peut théoriquement être captée dans un rayon de 250 kilomètres. Elle diffuse des émissions en mashi, français et swahili, sur des thématiques liées à la santé, la violence faite aux femmes, le SIDA et l'agriculture.



La création de la radio s'est inscrite dans un processus à long terme. SAMWAKI a organisé une série de consultations afin de s'assurer que le projet corresponde aux besoins des communautés et contribue réellement au développement rural et à l'amélioration du statut des femmes. Au cours de ce processus, une structure de gestion, des thématiques clés ainsi que les langues utilisées ont été identifiées avec les communautés. Les femmes des clubs d'écoute communautaires participent même à la préparation et à la production des émissions, en collaboration avec Radio Bubusa et les autres radios partenaires. SAMWAKI aspire d'ailleurs à renforcer les capacités des membres des clubs et des radios en la matière.

Radio Bubusa est devenue un espace de partage d'expériences et de bonnes pratiques par et pour les femmes et les jeunes filles. L'objectif principal est d'améliorer leurs conditions de vie et donc celles de leurs familles et communautés. La radio se veut également un outil pour rompre le silence sur les inégalités qui touchent les femmes rurales et contribuer à améliorer la situation. Cela passe notamment par la création de nouveaux partenariats avec des acteurs du développement pour répondre aux nombreux défis rencontrés.

✳ Pour des informations supplémentaires, contacter :

Adeline Nsimire, Coordinatrice  
SAMWAKI, Sauti ya Mwanamke Kijijini  
161/00 Av. Patrice F. Lumumba,  
Commune d'Ibanda  
Bukavu (Sud-Kivu), Congo (RDC)  
Tel : +243 81 4740077  
E-mail : samwakiashl@yahoo.fr

# Pour l'émancipation des femmes nigériennes

DJERMAKOYE MAIDANDA HADJIA MAÏMOUNA, PRÉSIDENTE DE L'ONG DOUBANI, NIGER

Mme Djermakoye est l'épouse du Chef traditionnel Djermakoye de la région de Dosso au Niger, mais elle est surtout une femme engagée pour l'amélioration de la condition des femmes nigériennes. Parmi ses nombreuses activités, elle préside l'ONG Doubani qui œuvre à la promotion de la femme au Niger.

## Pourriez-vous nous expliquer votre parcours ?

Je suis enseignante de carrière. J'ai fréquenté l'école normale de Zinder, mais j'ai reçu plusieurs formations : j'ai même fait de la télévision scolaire, alors en phase expérimentale au Niger et en Afrique. Après avoir été animatrice télé pendant une année, j'ai dû arrêter parce que je me suis mariée. Je suis alors retournée dans l'enseignement primaire. En même temps, je suivais des cours préparatoires pour pouvoir créer mon propre établissement préscolaire. C'est ce que je voulais faire. J'ai fini par être nommée directrice du jardin d'enfants de la Croix Rouge nigérienne avant de travailler pour l'inspection des jardins d'enfants à Niamey. Là je suis restée de 1977 à 1985.

Puis on m'a nommée comme responsable de la documentation dans un lycée. J'ai eu alors le loisir de lire, de connaître beaucoup d'auteurs. J'ai eu l'opportunité d'approcher de nombreux professeurs et élèves. J'étais devenue une femme à l'écoute de tout le monde. Les gens faisaient appel à moi pour résoudre un problème et même pour gérer des conflits ! Tout ça me sert encore actuellement sur le terrain.

A partir de 1993, tout en étant au lycée, je me suis lancée dans la vie associative en créant l'Association des Educatrices pour le Développement (ANED) avec d'autres enseignantes. On m'a donné la place de secrétaire

aux affaires extérieures car j'ai beaucoup de relations. Ensuite, nous avons formé une association d'hommes et de femmes, l'Union pour le Développement Durable (UDD). Là j'étais chargée de la promotion de la femme dans la région de Tillabéry. On m'a alors dit « Toi, tu dois avoir ta propre ONG, tu ne dois pas être sous la tutelle de quelqu'un, tu as des contacts et tu es écoutée ! ».

“ Avec le temps, je suis devenue une femme à l'écoute de tout le monde. ”

C'est en 1998 que nous avons créé l'Association féminine pour la Promotion et l'Éducation de la Femme, Doubani. Le collège où je travaillais m'a soutenue dans cette voie : tous les professeurs étaient membres fondateurs. Ils ont dit que c'était pour m'appuyer, pour que je puisse aider les gens. En mars 2000 j'ai pris ma retraite et je me suis consacrée à Doubani. Le hasard a fait que mon mari a été élu chef de province à cette époque, nous sommes donc retournés à Dosso et nous avons transféré le siège de l'association dans cette ville. Cela nous permet un meilleur accès au milieu rural.

## Comment l'ONG a-t-elle grandi depuis cette époque ?

Nous avons fait beaucoup d'activités et avons eu plusieurs partenaires, dont la Coopération Technique Belge (CTB), avec qui nous avons un projet important depuis 2003. On travaille dans 48 villages dans deux départements des cinq qui compte la région de Dosso, cela revient à près de 13.000 femmes. Dans chaque village, on travaille avec les hommes et les femmes, et on demande quels sont leurs problèmes. C'est à partir de là qu'on peut élaborer les dossiers. Nous avons mis en place des animateurs de proximité, qui travaillent avec les villageois et renforcent leurs capacités dans trois domaines : organisation, formation et sensibilisation. Le projet a fini sa première phase, nous sommes maintenant en prélude à la prochaine phase qui va commencer en janvier 2010.

## Quelles sont les activités de Doubani ?

Nous travaillons à la promotion de la femme, ce qui touche à beaucoup de domaines. Doubani fait de la sensibilisation en matière de santé, sur le sida, la tuberculose, le paludisme, mais nous travaillons aussi dans la micro finance, avec le crédit aux femmes, et dans l'éducation.

En matière d'environnement, notre première activité avec le Fonds de l'environnement mondial (FEM) a été de promouvoir l'utilisation du gaz butane dans les foyers. Les forêts sont dévastées, il n'y a presque plus de bois. Si les gens utilisent le gaz, ça permet de diminuer l'utilisation du bois et donc d'épargner la brousse. Alors, avec deux autres ONG, on est parti avec 500 bouteilles de gaz pour le démarrage. En un an, on a atteint 1600 foyers dans le cadre d'un fonds tournant. A l'heure actuelle, Doubani seule a atteint plus de 2500 foyers. On a également travaillé à la promotion de l'utilisation du charbon minéral. En plus, partout où on a des projets on incite les populations à faire des pépinières pour repiquer des arbres. Les populations sont d'accord, mais il faut prendre le temps d'expliquer.

Aujourd'hui je suis contente, car je pense que Doubani remplit son objectif de promotion de la femme. Cela a d'ailleurs été reconnu par le ministère de tutelle. A Dosso, Doubani est for-



Doubani travaille à la promotion de la femme dans de nombreux domaines – sensibilisation en matière de santé, micro finance, éducation, environnement, etc.



cément impliquée en matière de mobilisation, c'est devenu un acteur incontournable.

**Quel est votre parcours personnel ? Quels sont les défis que vous avez pu rencontrer ?**

A Dosso, en tant qu'épouse du chef, j'ai rencontré beaucoup de résistances. Selon certains, dans la tradition, la femme du chef ne doit pas sortir du foyer. Elle doit rester dans son palais. Mais les chefs maintenant sont des intellectuels, ce qui a amené des changements. Quand je me suis mariée, j'étais déjà populaire, j'avais déjà un parcours dans l'associatif. Dès que je me suis installée à Dosso, ma structure coupole, la CONGAFEN (Coordination Non-Gouvernementale et Associations Féminines Nigériennes) m'a accompagné, elle a réuni les femmes et a dit « On vous amène un élément, profitez-en ! ». On m'a demandé d'ouvrir un nouveau bureau, et j'ai accepté.

Pour en revenir aux résistances, les chefs étaient les premiers à être réticents, car en me voyant faire, ils se disaient que ça aurait une influence négative sur leurs femmes. Ils n'étaient donc pas chauds, je le sentais. Mais, parmi eux, j'en connaissais certains de l'époque à laquelle j'étais à Niamey avec la CONGAFEN. Et je leur ai demandé : « Mais, c'est avec vous qu'on travaillait à Niamey, pourquoi maintenant que je suis devenue une des vôtres, vous ne voulez plus que je continue le travail ? » Ca a fait changer d'avis certains.

De plus, certaines femmes, surtout en milieu urbain, voyaient mal mon engagement. Ce sont les femmes rurales qui m'ont soutenue.

C'est grâce à elles que j'ai continué le travail. Elles faisaient des kilomètres et des kilomètres pour venir me trouver et demander notre soutien. J'ai pris le côté des nécessiteuses.

Par ailleurs, il y a un deuxième combat : celui du politique. Les hommes politiques pensent qu'en ayant le soutien des femmes, je peux les combattre sur le plan politique et ça les effraye peut-être. Mais moi, sincèrement, ce n'est pas mon côté fort. Je suis contre certaines pratiques politiciennes qui font primer les intérêts personnels et pas l'intérêt général.

Je dois surtout dire que ma chance est que mon mari est un grand intellectuel. C'est le premier pharmacien du Niger, c'est lui qui a créé l'Office de produits pharmaceutiques du Niger et les pharmacies populaires. Pour lui, la femme, comme l'homme, doit faire le développement, il trouvait normal que je sois active. Il m'a toujours soutenue.

**Quel message adressez-vous à d'autres femmes qui pourraient avoir envie de s'impliquer dans des actions citoyennes, de s'engager dans la vie associative ?**

A force d'expliquer, finalement aujourd'hui je m'entends très bien avec les chefs. Ils font leurs réunions dans notre palais. Je m'occupe de leur restauration, et je leur fournis parfois des conseils quand ils me le demandent ! C'est grâce à la patience que je suis devenue une femme leader incontournable à Dosso.

Autre chose : partout où je suis, je parle, je parle, je parle. J'avais une amie, présidente de

**“ C'est devenu ancré dans ma tête : ma place n'est pas derrière. C'est devant ! C'est de là qu'on peut se faire entendre ! ”**

l'ANED, elle a dit : « quand on va dans les réunions, on prend les premières places et on s'assoit ». Finalement, c'est devenu ancré dans ma tête : ma place n'est pas derrière. C'est devant ! C'est de là qu'on peut se faire entendre !

Souvent je dis : il ne faut jamais se sous-estimer. Il faut essayer. Quand tu vas en public, au début, c'est difficile de parler mais même si tu hésites, il faut essayer. Si tu le fais une ou deux fois, après tu seras lancée, on ne t'empêchera plus de te faire entendre.

Les hommes, il ne faut pas les craindre, il faut travailler avec eux. Au début, ils vont peut-être essayer de te bousculer mais si tu dis « nous sommes ensemble avec nos problèmes », ils vont comprendre qu'on peut trouver les solutions ensemble.

.....  
 \* Pour contacter Mme Djermakoye et/ou l'ONG Doubani :  
 AFPEF-DOUBANI, Association féminine pour la Promotion et l'Education de la Femme  
 B.P. 206  
 Dosso, Niger  
 Tél : +227 96887038  
 E-mail : ong\_doubani@yahoo.fr

# Les micro-jardins – sources de vitamines et potentiellement de revenus

Un « micro-jardin » est un jardin de petite dimension qui permet de cultiver une vaste gamme de plantes alimentaires dans un espace réduit et avec peu d'eau. Il permet à des familles pauvres de disposer chaque jour de légumes avec une haute valeur nutritionnelle pour satisfaire leurs besoins en vitamines, éléments minéraux essentiels et protéines végétales.

La FAO propose les micro-jardins pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes pauvres, vivant dans les villes et qui n'ont pas (ou difficilement) accès à la terre. Leur alimentation est généralement peu variée, entraînant des déficiences en vitamines qui affectent la santé des enfants et des femmes en particulier. Les micro-jardins représentent un outil de production qui permet aux personnes peu nanties d'avoir accès aux légumes frais et de qualité. Les produits des micro-jardins apportent un complément de haute valeur nutritionnelle aux programmes d'aide alimentaire et des cantines scolaires. L'instauration et le maintien des initiatives « micro-jardins » s'inscrivent dans le cadre de l'aide à la productivité durable des familles pauvres

En disposant d'un espace réduit de 1 m<sup>2</sup> et de 1-3 litres d'eau par jour, une famille peut cultiver une vaste gamme de légumes et de plantes à racine et tubercule, tels que : le chou, la laitue, la corrette, le persil, l'amarante, le hibiscus (karkadé ou bissap), le basilic, la carotte, la pomme de terre, l'oignon, la tomate, le poivron, le piment et l'aubergine.

Au plan technique, le micro-jardin est un concept qui peut se matérialiser de différentes manières. La **première option** consiste à utiliser la terre fertile encore disponible autour de la maison, de la protéger contre l'érosion et de conserver sa fertilité en apportant le compost obtenu en recyclant les ordures ménagères organiques. En **second lieu**, quand la bonne terre

n'est pas disponible, la culture peut être réalisée avec succès dans un conteneur ou sur une « table de culture » en utilisant un terreau de jardin ou un substrat obtenu avec plusieurs matériaux d'origine locale, comme par exemple : les coques d'arachide, les fibres de coco, la balle de riz, du sable grossier, la latérite, etc. Si les substrats ne sont pas disponibles, il y a une **troisième option**, qui consiste à cultiver les légumes en les faisant flotter sur l'eau enrichie avec des engrais solubles.

Les micro-jardins ont déjà été adoptés avec succès dans plusieurs pays d'Amérique du Sud et Centrale. Plus récemment ils ont été introduits, également avec succès, en Afrique dans quelques pays pilotes comme le Sénégal, le Gabon, la Namibie et le Rwanda. Dakar est souvent cité en exemple car la ville a institué un programme micro-jardins qui bénéficie d'un appui de la ville de Milan en Italie, dans le cadre d'un « jumelage » entre ces deux villes et d'un fonds alimenté par une « amicale des micro-jardins ».

Il est extrêmement encourageant de voir comment les familles pauvres acquièrent rapidement cette technique de culture. Les micro-jardins sont particulièrement populaires chez les femmes. La raison principale étant que l'effort physique à fournir est nettement moins contraignant en comparaison avec la culture conventionnelle. En outre, le système permet de cultiver avec très peu



Les micro-jardins sont particulièrement populaires chez les femmes. La raison principale étant que l'effort physique à fournir est nettement moins contraignant en comparaison avec la culture conventionnelle.

d'eau, qui est souvent rare, difficilement accessible et coûteuse dans les quartiers pauvres des villes des pays en voie de développement.

Avec les micro-jardins les familles pauvres peuvent disposer chaque jour de légumes avec une haute valeur nutritionnelle pour satisfaire leurs besoins en vitamines, éléments minéraux essentiels et protéines végétales. Eventuellement les micro-jardins familiaux peuvent se développer en petites unités commerciales pour la vente ou l'échange entre familles dans le voisinage, générant ainsi des revenus modestes que les femmes utilisent pour améliorer le bien-être de la famille

Le lancement et le suivi d'une opération de micro-jardins dans un quartier ou dans une école se font généralement par le biais d'un Centre de Formation et de Démonstration (CFD).

Article par Wilfried Baudoin, consultant FAO

\* Pour plus d'informations, contacter :  
Alison Hodder  
FAO - Groupe des Cultures Horticoles  
Division de la Production Végétale et de la  
Protection des Plantes, AGP  
Viale delle Terme di Caracalla  
00153 Rome, Italie  
E-mail : [alison.hodder@fao.org](mailto:alison.hodder@fao.org)



# La place de la femme et les réformes au Maroc

Le Maroc connaît aujourd'hui un mouvement sans précédent pour la promotion des droits des femmes. En effet, plusieurs stratégies et programmes visant le renforcement des principes de l'égalité et de l'équité entre les sexes sont en cours de mise en œuvre par le gouvernement ou par la société civile.

## Réformes législatives

Sur le plan législatif, après avoir ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) en 1993, le Maroc a procédé à la levée de ses réserves relatives à cette Convention<sup>1</sup>. Cette levée est, en fait, survenue après de multiples réformes, notamment du Code de la Famille, de la Nationalité, du Travail et du Code pénal marocains, qui ont rendu ces réserves sans fondement.

L'un des aspects les plus importants de la réforme du Code de la Famille est la reconnaissance à part entière de la place des femmes dans la société comme responsable de la famille à part égale avec l'homme. De plus, en cas de cessation de la relation, le nouveau Code lui a donné droit au partage des biens cumulés lors de la durée du mariage.

Avant la réforme, la loi plaçait la femme sous la tutelle de l'homme. Toutefois, cette situation était dépassée par la réalité : en 2007, 20,4% des ménages marocains en milieu urbain étaient gérés par des femmes, contre 16% en milieu rural<sup>2</sup>. En comparaison : en 1999 le pourcentage de femmes chefs de ménages était de 1,2% en milieu urbain contre 2,3% en milieu rural<sup>3</sup>. Cette progression a, surtout en milieu rural, certainement été motivée par des contraintes économiques. Mais elle montre également une plus grande ouverture de la femme rurale sur le monde du travail, et quantifie et valorise sa participation dans l'économie de la famille et celle du Maroc.

## Les «Rapports Genre»

Depuis 2002, le Ministère des Finances mène un projet, avec l'appui de l'UNIFEM



sur la budgétisation sensible au genre. Après de nombreuses réformes du budget national, le Maroc publie aujourd'hui un « Rapport Genre »<sup>4</sup> accompagnant le projet de loi de finances présenté aux parlementaires marocains au début de chaque année. Ce rapport relate les efforts des différents secteurs ministériels pour la prise en considération des intérêts des femmes et des hommes dans l'allocation des budgets.

## Les obstacles

Par ces réformes, l'Etat marocain tente de réconcilier droit national et international, mais aussi de répondre aux aspirations de la société civile marocaine, celles des femmes en particulier, pour de vivre dans une société équitable. Pourtant, cette avancée ne se passe pas sans difficultés. En effet, plusieurs obstacles d'ordre institutionnel, économique et social entravent la bonne marche du projet. Ces obstacles sont en partie inhérents à l'insuffisance des moyens financiers du pays, mais aussi à la mentalité de certaines personnes en charge (juges, magistrats, responsables administratifs, etc.). Certaines tendances conservatrices au sein de la société marocaine s'opposent toujours à la mise en œuvre de certaines réformes, notamment celles du Code de la Famille.

*L'AMSED œuvre pour une prise en considération de la dimension genre notamment pour la valorisation du rôle de la femme et pour l'amélioration de son statut dans la société. Son approche est centrée sur la femme rurale, qui souffre encore plus des inégalités que les femmes du milieu urbain.*

## La mobilisation de la société civile

La société civile marocaine, du moins celle qui œuvre pour un développement démocratique, s'est positionnée en tant qu'instigatrice des réformes. Elle continue à se mobiliser pour que le Maroc harmonise ses lois nationales avec les lois internationales. Ces ONG mènent des campagnes de sensibilisation sur les questions touchées par les réformes, particulièrement avec les femmes rurales et analphabètes, créent des centres d'écoute pour les femmes victimes de violences pour dénoncer violence et injustice, et accompagnent d'autres initiatives.

De nombreuses associations, par exemple, mènent des campagnes de sensibilisation auprès des juges sur les nouveaux Codes de loi (de la Famille, du Travail, etc.) pour l'harmonisation des jugements rendus dans les différents tribunaux. Ces jugements relèvent en grande partie de la propre appréciation des juges. Par exemple, l'âge du mariage est fixé à 18 ans pour les deux sexes mais les jugements en la matière sont souvent sujets à des dérogations. Certains juges continuent de légitimer le mariage pour des jeunes filles de 16 ans. C'est en milieu rural



# CAFOB, Espace d'expression pour les femmes burundaises

que les jeunes filles sont les plus touchées par ces pratiques de mariage précoce.

## Le travail de l'AMSED

L'Association Marocaine de Solidarité et de Développement (AMSED), partenaire de Dimitra au Maroc, de par son rôle d'acteur de développement et son intérêt particulier pour la femme, a suivi le processus de réformes depuis ses débuts. En effet, l'AMSED œuvre pour une prise en considération de la dimension genre notamment pour la valorisation du rôle de la femme et pour l'amélioration de son statut dans la société. Son approche est centrée sur la femme rurale, qui souffre encore plus des inégalités que les femmes du milieu urbain.

En mai 2009, l'AMSED a constitué, avec une trentaine d'associations féministes et de développement, un groupe de travail pour le plaidoyer pour une budgétisation sensible au genre. Ce groupe de travail permettra à l'AMSED de contribuer avec plus de force à l'effort de modernisation de la société. Comme première activité, le groupe a procédé à la lecture des « Rapports Genre » de quatre secteurs ministériels (santé, éducation nationale, justice et développement social). Plusieurs remarques ont été émises notamment par rapport aux indicateurs genre utilisés et aux faibles moyens alloués par ces différents ministères à leur stratégie genre.

Toutes les réformes constituent un pas important pour susciter un changement des politiques et des mentalités pour une prise en considération des intérêts des femmes au Maroc. La société civile marocaine est, quant à elle, appelée à accompagner ce processus et à proposer des alternatives. Mais les défis économiques, sociaux et politiques sont de taille...

## \* Pour plus d'informations, contacter :

AMSED, Association Marocaine de Solidarité et de Développement

Mme Najat Sarhani, Directrice

65, Avenue Mohamed VI

10 000 Rabat, Maroc

Tel : +212 537 759352/53 – Fax : +212 537 750098

E-mail : [amsed@menara.ma](mailto:amsed@menara.ma)

1 Discours royal du 10 décembre 2008 à l'occasion du 60ème anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Mais le Secrétaire Général des Nations Unies n'a pas reçu, à ce jour, de document officiel du gouvernement marocain à ce sujet.

2 « La femme marocaine en chiffres », publication du Haut Commissariat au Plan, octobre 2008, p. 21.

3 Idem.

4 Le rapport 2009 est consultable sur : [www.finances.gov.ma](http://www.finances.gov.ma)

Après la crise sociopolitique qui a secoué le Burundi en 1993, le pays a vu la création d'associations dans divers domaines de la vie. Certaines ont orienté leurs activités dans la résolution des conflits, d'autres dans le développement agricole, d'autres encore dans la protection des enfants démunis, la lutte contre le VIH/SIDA, etc.

## Associations féminines : lieu de rassemblement et d'expression

La plupart des associations agricoles et celles qui œuvrent à la protection des enfants démunis sont composées de femmes. Ceci s'explique par le fait que traditionnellement la femme est la plus concernée par l'alimentation familiale et l'éducation des enfants. Il faut également noter que les effets de la guerre ont plus affecté les femmes et les enfants que les hommes.

Les associations féminines burundaises ont pour objectif de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population ainsi qu'à l'épanouissement des femmes dans l'exercice de leur rôle pour le développement du pays. Ces associations sont devenues, pour les femmes rurales, un lieu d'expression et de développement personnel. Là, elles ont trouvé des consœurs avec qui elles partagent joies et peines. Ensemble, elles ont pu identifier les problèmes qui leur sont commun au quotidien et trouver pour certains des solutions adéquates.

## Un véritable Collectif

Le Collectif des Associations et ONG Féminines du Burundi (CAFOB), partenaire du projet Dimitra au Burundi, est le plus grand cadre de concertation du mouvement associatif féminin au sein de la société civile burundaise. Il a été créé en 1994 à l'initiative de sept associations féminines burundaises, avec l'appui du Centre d'étude et de coopération internationale du Canada (CECI). Depuis son agrément officiel en 1997, le Collectif constitue un interlocuteur privilégié des institutions publiques, privées, nationales et internationales en matière de genre et de promotion de la femme au Burundi.

Actuellement, le Collectif compte 52 associations communautaires féminines membres et appuie la femme rurale à la base à travers ces groupements. Le travail du Collectif vise en premier lieu les femmes des associations membres, soit environ 100.000 femmes en ce moment, mais, en fait, les femmes burun-

daises dans leur ensemble. La mission principale du Collectif est de renforcer les capacités opérationnelles des associations et groupements féminins membres, pour l'émergence d'un leadership féminin et la pleine participation de la femme dans le processus du développement burundais.

## Meilleure gestion de la production

Concrètement, on peut, par exemple, mentionner le rôle qu'a joué le Collectif, en collaboration avec l'ONG internationale ActionAid, dans le renforcement des capacités des populations rurales de Kirundo, au nord du pays. Kirundo, province longtemps considérée comme le grenier du pays, est aujourd'hui souvent frappée par la sécheresse et la famine. Mais quand les pluies sont suffisantes, les récoltes y sont très abondantes. Malheureusement, sans endroit pour les conserver, les récoltes sont toutes vendues et les semences pour les saisons culturales suivantes perdues.

Le CAFOB a largement contribué à la sensibilisation des femmes associées à faire face à ce problème de gaspillage des récoltes. Avec l'appui d'ActionAid, les associations féminines agricoles de la province ont participé à la construction de greniers qui les aident à conserver non seulement les récoltes pour les saisons ultérieures, mais aussi à mieux gérer leur production et à combattre la famine. Grâce aux greniers, les associations génèrent de plus grands revenus, car elles ne vendent plus leurs produits au moment des récoltes, mais les conservent pour les vendre au moment de la prochaine saison culturale, période pendant laquelle il y a habituellement une flambée importante des prix.

## Rôle de la communication pour la paix

Les médias ont été d'un grand apport pour les associations membres du Collectif. Grâce à la radio, par exemple, les femmes associées ont pu porter loin leurs voix. Les émissions radio ont aussi été un outil puissant dans le processus de réconciliation du pays. Les femmes ont compris que la guerre, la pau-

vreté et l'exil les touchent sans distinction d'ethnie, de provenance ou de couleur de peau. Ainsi, elles ont été des messagères de la paix et de la réconciliation dans leur famille d'abord, dans leurs organisations ensuite et en conséquence partout dans la société. Des formations en résolution des conflits sensible au genre et des journées de réflexion sur le dialogue et la non-violence ont également contribué à ce processus.

### Participation politique et statut de la femme

Parmi les réalisations importantes du Collectif on peut noter la participation des femmes aux négociations d'Arusha pour la Paix et la réconciliation au Burundi et la sensibilisation, le lobbying et le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des femmes au niveau de la participation politique. Le Collectif a mené une étude sur l'expertise féminine au Burundi, et a participé à la diffusion du texte de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Il a proposé des textes de lois sur le statut juridique de la femme burundaise, notamment en matière de succession et de régimes matrimoniaux. Et au niveau des élections, on peut mentionner la participation active dans le cadre de la Synergie des Partenaires pour la Promotion des Droits de la Femme (SPPDF) pour le renforcement des capacités des femmes candidates aux élections et au sein de la Coalition de la Société Civile pour le Monitoring des Elections (COSOME).



Récemment, le CAFOB et la SPPDF ont publié un communiqué de presse concernant le projet de loi sur la révision du Code électoral par l'Assemblée Nationale, mettant en exergue les lacunes qui subsistent dans la représentativité des femmes et en proposant une série d'amendements. En effet, le constat a été que les femmes restent sous-représentées ou absentes dans plusieurs sphères de prise de décision. Pourtant, une représentativité équilibrée hommes-femmes est une condition sine qua non pour atteindre un développement harmonieux durable. Le plaidoyer doit continuer car les amendements proposés n'ont pas été retenus, sauf au niveau du conseil communal où 30% des sièges sont maintenant accordés aux femmes.

Le Collectif a également renforcé les capacités des associations rurales dans différentes provinces sur l'importance de travailler en réseau. Suite à ces efforts, plusieurs réseaux se sont constitués.

Toutes ces réalisations sont le fruit du travail de chaque association membre du Collectif et montrent à quel point il se trouve au centre d'une dynamique constructive et utile initiée par la femme burundaise.

#### \* Pour des informations supplémentaires, contacter :

CAFOB, Collectif des Associations et ONG Féminines du Burundi  
 Anne-Spès NISHIMWE, Chargée de la Communication et du Plaidoyer  
 B.P. 561  
 Bujumbura, Burundi  
 Tel : +257 217758 - Fax : +257 218409  
 Mob : +257 79 904867  
 E-mail : cafob.cafob@yahoo.fr



Le CAFOB compte 52 associations communautaires féminines membres et appuie la femme rurale à la base à travers ces groupements. Parmi les réalisations importantes du Collectif on peut noter son travail dans le domaine de la participation politique et pour un meilleur statut de la femme au Burundi.



## Madagascar – L'ONG HARDI, Modèle d'entrepreneuriat au service de l'agriculture familiale

La 11<sup>ème</sup> édition de la Foire internationale de l'Economie rurale de Madagascar (FIER-MADA) s'est tenue à Antananarivo du 5 au 9 août 2009. Cette année, le thème a été axé sur «le respect mutuel, l'innovation et l'actualisation des compétences et la croissance équitable». L'activité agricole des petits producteurs ruraux a été visible à travers 120 stands. Citons entre autres l'exemple de l'ONG HARDI, Harmonisation des Actions pour la Réalisation d'un Développement Intégré, qui peut, avec ses différentes activités de production, être considéré comme un modèle d'entrepreneuriat au service de l'agriculture familiale.

Près de 80% de la population malgache vit en milieu rural et a comme activités principales l'agriculture et l'artisanat. Les filières agricoles pratiquées sont d'une grande variété, suivant les conditions climatiques dans différentes parties du pays. Mais la plupart des exploitations familiales occupent une petite superficie (en moyenne inférieure à 1 ha) et leur rendement est généralement faible. Malgré le potentiel agro-écologique du pays, plusieurs régions connaissent toujours des carences économiques et alimentaires.

Ceci est dû au fait que les paysans n'ont pas la capacité technique agricole pour répondre à la demande alimentaire. En plus, le déséquilibre dans les relations commerciales leur est souvent défavorable. Il est certainement de plus en plus difficile de faire de l'agriculture un métier rémunérateur et motivant. La libéralisation du

marché et l'absence de marchés stables et rémunérateurs pour écouler les produits vivriers rendent l'agriculture familiale malgache très fragile.

Conscientes de ce fait, plusieurs associations et organisations de développement, dont l'ONG HARDI, ont eu l'idée d'initier, en 2001, des activités d'appui à la régularisation foncière des parcelles des paysans au Bureau de l'Administration topographique et foncière de leurs communes, afin de sécuriser leur exploitation économique. Ainsi, par exemple, les populations locales de la commune de Miadanandriana (province d'Antananarivo) ont été formées, de façon participative, sur le montage de projets afin qu'elles puissent obtenir des financements leur permettant de créer leur propre entreprise.

En 2006, le Centre International pour le Développement et la Recherche (CIDR/France) a créé à Toliara un groupement inter-entreprise (GIE). L'objectif était de mettre en place une unité de transformation de produits agricoles en farine. Sur la base des résultats de cette expérience satisfaisante et pour capitaliser les acquis, le CIDR a apporté un appui technique aux cadres de l'ONG HARDI pour le renforcement de leurs compétences dans l'appui des familles de producteurs dans le domaine de la commercialisation et de l'accès au marché.

Fort de cette expérience, l'ONG HARDI a lancé, en 2007, un nouveau «Programme de promotion de l'entrepreneuriat au service de l'agriculture familiale». Dans ce cadre, plusieurs entreprises, dont trois agro-alimentaires et artisanales, bénéficient de l'appui de l'ONG.

La première est une entreprise agro-alimentaire, dénommée «Mamiko», qui récolte et vend des produits à base de fruit «**pok-pok**» (physalis<sup>1</sup>) dans les Communes rurales de Miadanandriana, Mantasoa et Ambohitrandriamanitra (Région d'Analamanga, Province d'Antananarivo). Pour le traitement des pok-pok, un atelier à Ambohitsoabe (Miadanandriana) les transforme en confitures de gelée ou de chutney<sup>2</sup>, communément connu sous le nom de «pok-pok mamiko».

L'ONG HARDI se soucie en particulier des problèmes sociaux existant dans ces communes – pauvreté, insuffisance de terres pour exploitation, manque de titres de propriété pour les exploitations existantes, inexistence de débouchés des produits, etc. L'activité de l'ONG montre un modèle d'entrepreneuriat au service de l'agriculture familiale paysanne : son appui-conseil consiste en l'organisation de 250 familles de producteurs et leur formation, ainsi qu'un soutien pour la production de pok-pok (frais, en confiture, en gelée et en chutney) et la vente auprès d'entrepreneurs locaux et même urbains (par exemple lors de la Foire FIER-MADA).

Une deuxième entreprise agro-alimentaire soutenue par l'ONG HARDI, travaille dans le domaine de la récolte et du conditionnement de **miel** par 50 familles d'apiculteurs dans le district de Manjakandriana (Région d'Analamanga). L'appui-conseil de l'ONG consiste en l'organisation des apiculteurs et leur formation, la vente de miel d'eucalyptus et la vente de matériels apicoles. Chaque unité de production comprend 230 ruches modernes. La production se fait annuellement.

La société Soamaharavo, appuyée depuis quatre ans par l'ONG, produit **yaourt et lait à base de soja**. Elle s'approvisionne auprès des planteurs de soja dans la Commune d'Ambohibao Sud et Ankazodandy (district de Manjakandriana) : 30 familles de producteurs de soja, avec une unité de production de parcelle de 1 ha en moyenne, alimentent l'atelier de transformation à Amboropotsy Talata-maty (dans la capitale).

Une autre activité de l'ONG HARDI concerne la **production de rabane**, une sorte de fibre végétale utilisée pour faire des paniers. Dans ce cadre, sept artisans bénéficient d'une formation de tisserands et 20 autres de préparateurs de produits à base de raphia. Un atelier de production ainsi que sept machines à tisser à deux pédales sont disponibles à Ambohitraratra dans la commune rurale d'Alarobia/Ambatomanga. Ainsi, 1500 rouleaux de rabane de 1,50 m x 1,20 m sont produits annuellement ainsi que des stores de sisal et des sets de table.



L'ONG HARDI a lancé en 2007 un « Programme de promotion de l'entrepreneuriat au service de l'agriculture familiale ». Dans ce cadre, plusieurs entreprises agro-alimentaires et artisanales bénéficient de l'appui de l'ONG.

L'ONG HARDI est un acteur qui, de façon exemplaire, favorise l'entrepreneuriat rural en s'efforçant de mettre en réseau les acteurs locaux pour leur meilleur accès au marché de l'agriculture familiale en renforçant leurs compétences pour une pérennisation de leurs interventions.

Dans les activités mentionnées, les femmes rurales se sont organisées en productrices locales dans les filières (miel, pok-pok, rabane, soja et, prochainement, les huiles essentielles) et pourront entreprendre dans le futur des partenariats plus développés avec des entreprises commerciales urbaines, voire internationales.

\* Pour plus d'informations :  
ONE, Office National pour l'Environnement.  
Mme Vololomihaja Rasamimanana  
B.P. 822  
Antananarivo 101, Madagascar  
Tél : +261 20 2225999- Fax : +261 20 2230693  
E-mail : mihaja@pnae.mg



1 Le Physalis est une plante de la famille des Solanaceae, probablement originaire des Amériques. Ce sont des plantes annuelles ou vivaces, parfois un peu ligneuses à la base. Les feuilles sont entières ou dentées-sinuées et les fleurs, généralement solitaires, poussent dans les aisselles des feuilles. La corolle entourée d'un calice orange vif semblable à une lanterne est utilisée en art floral. Ses fruits (baies enveloppées d'un calice) sont généralement toxiques, mais chez certaines variétés, une fois arrivés à maturité, ils sont comestibles, même exquis et hautement décoratifs. On les appelle communément cerises de terre et, au Québec, coquerets, groseilles du Cap ou encore amours en cage, dans les autres pays francophones. (source: Wikipédia)

2 Le chutney est un condiment aigre doux, fait de fruits ou légumes cuits dans du vinaigre, avec du sucre et des épices jusqu'à l'obtention d'une consistance de confiture ou compote.

# MIJARC – La participation des femmes rurales à la politique

Au milieu des années 1990, le Mouvement International de la Jeunesse Agricole et Rurale Catholique (MIJARC) entamait une analyse de l'accès des femmes aux organismes de prise de décision, au sein de l'organisation et en général. Cette analyse montrait que bien que les femmes étaient très actives au niveau local, on ne les retrouvait généralement pas dans les postes de responsabilité et qu'elles ne prenaient pas souvent part aux décisions aux niveaux national et international.



Des femmes membres du MIJARC ont alors lancé des groupes d'intérêt féminins et élu des commissions de femmes afin de renforcer la participation des femmes, partager des idées et lutter pour les droits des femmes. L'organisation a également créé une Commission internationale des femmes, qui se compose d'une représentante de chaque continent et d'un membre du MIJARC mondial. Elle définit et coordonne le travail de l'organisation sur le terrain dans le domaine des problèmes spécifiques aux femmes. Ses objectifs sont les suivants :

- permettre aux femmes vivant en zones rurales de prendre des responsabilités dans le mouvement ;
- permettre aux femmes d'analyser les différences de genre ;
- provoquer des changements qui permettront une plus forte participation des femmes au sein du mouvement, des villages/de la société, et des projets de développement ;
- permettre aux femmes d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'action.

Organisée en 2007, la première Conférence des jeunes femmes rurales du MIJARC s'est concentrée sur l'équité entre les sexes et aux problèmes spécifiques aux femmes. Une cinquantaine de femmes venues du monde entier se sont réunies en Ouganda pour débattre de différents sujets – la participation des femmes à la politique, leur rôle dans la société, l'accès aux ressources productives... – et développer un plan d'action. Elles ont également échangé des idées concernant les actions du MIJARC relatives aux questions touchant les femmes aux niveaux local, national et international, dans une atmosphère multiculturelle. Cette réunion a démontré que le travail des femmes demeure un enjeu important pour le mouvement.

L'accès des femmes aux ressources productives demeure un problème aigu, en particulier pour les jeunes femmes. Les lois sur les successions et les régimes fonciers continuent de limiter le droit de propriété et l'exploitation des terres par les femmes partout dans le monde. En tant qu'organisation œuvrant pour la jeunesse rurale et agricole, le MIJARC encourage les jeunes femmes à cultiver la terre afin de garantir la sécurité alimentaire, et à prendre des responsabilités au sein de leurs mouvements et de leurs communautés.

L'objectif spécifique « genre » du Plan d'action mondial du MIJARC est: « Les femmes renforcent leurs pouvoirs à tous les niveaux sur leurs droits et leur participation en tant que leaders ». Pour ce faire, ses différents mouvements membres travaillent à une large gamme d'activités. Par exemple, le Catholic Agriculture Rural Youth Movement (CARYM - Mouvement rural de la jeunesse agricole catholique) de Zambie organise des formations pour les jeunes femmes rurales sur la souveraineté alimentaire et le leadership. CARYM Ouganda dispense des formations en compétences entrepreneuriales, tandis que le mouvement membre de la République démocratique du Congo travaille sur la participation des femmes à différents aspects de la vie, la lutte contre le SIDA et l'amélioration des conditions de vie



La Commission internationale des femmes de MIJARC se compose d'une représentante de l'Asie, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique Latine et d'une membre de l'équipe de MIJARC mondiale.

Le MIJARC est un mouvement international qui rassemble des mouvements membres sur quatre continents : Asie, Europe, Afrique et Amérique latine. C'est une organisation de jeunes, qui existe par et pour les jeunes. Des jeunes ruraux de 12 à 30 ans s'engagent dans les mouvements de jeunes ruraux et contribuent à un développement rural, local et durable. Des séances de formation organisées par le MIJARC accompagnent les initiatives locales de jeunes sous la forme de projets agricoles créateurs de richesse, de coopératives ou de micro-entreprises.

Le MIJARC est un mouvement qui part de la base: ce sont les activités au niveau local qui alimentent les travaux internationaux du groupe. Sa méthodologie « voir-juger-agir » permet aux jeunes ruraux d'analyser leurs conditions de vie et d'agir soit par des projets locaux et concrets, soit par des activités de formation, ou par une action politique. Avec cette méthodologie, le MIJARC a pour objectif de transformer l'environnement agricole et d'encourager le développement rural en vue de la création d'une société nouvelle, avec des personnalités nouvelles. Il s'agit également de promouvoir une instruction et une formation complètes pour les jeunes ruraux.

des jeunes femmes rurales. La Journée internationale de la femme (8 mars) et la Journée mondiale de la femme rurale (15 octobre) sont des dates-clés qui permettent au mouvement d'organiser des manifestations et des événements publics qui attirent l'attention sur des questions spécifiques aux femmes.

Après s'être rendu compte qu'il était urgent d'améliorer l'accès des femmes aux organismes de prise de décision (surtout en zone rurale), la Commission internationale des femmes du MIJARC a décidé de développer un manuel d'instruction civique. Ce manuel comprendra des éléments sur les femmes et l'alimentation, la finance, la participation politique et la santé, ainsi que des déclarations internationales telles que la Déclaration des droits de la femme et les Objectifs du millénaire pour le développement. Le MIJARC espère publier ce manuel en 2010.

\* Pour des informations supplémentaires, contacter :  
MIJARC  
Carolyn Grieshop, Secrétaire générale  
53, Rue J. Coosemans  
1030 Bruxelles, Belgique  
+32-2-7349211  
c.grieshop@mijarc.net  
www.mijarc.net

# Prix International Roi Baudouin pour le Développement à l'agence de presse KBR68H

Le Prix International Roi Baudouin pour le Développement 2008-2009 a été décerné par la Fondation Roi Baudouin à l'agence de presse radiophonique indonésienne KBR68H, un réseau de plus de 630 radios au service de la démocratie, de la tolérance et du développement.

Le Prix a été attribué à l'agence KBR68H « pour sa contribution à un développement durable fondé sur le renforcement de la démocratie, de la tolérance et de la participation citoyenne, par la production et la circulation d'une information de qualité dans un réseau de radios locales ainsi que la promotion d'une éthique professionnelle dans le monde des médias. »

## KBR68H, née de la transition démocratique

KBR68H a été créée en avril 1999, au moment où l'Indonésie entamait une ouverture démocratique après la chute du régime autoritaire de Suharto, par un groupe d'activistes et de professionnels des médias constitué cinq ans plus tôt pour promouvoir la liberté d'information.

KBR68H est installée à Djakarta. Son nom provient de la contraction de Kantor Brita Radio (agence de presse radio) et de son adresse, au numéro 68H de la rue Utan Kayu, un local où s'était installé le groupe d'activistes contre la censure. En quelques années, l'agence est devenue une organisation professionnelle reconnue, forte d'une centaine de permanents à Djakarta et un important réseau de collabora-

teurs disséminés dans le pays.

KBR68H fournit de l'information indépendante et des programmes radiophoniques éducatifs pendant près de huit heures par jour à plus de 630 radios réparties dans tout le pays (240 millions d'habitants dans un archipel de 17000 îles). Son audience quotidienne moyenne est actuellement estimée à 18 millions de personnes, pour deux heures d'écoute en moyenne par jour.

Bon nombre de programmes produits par KBR68H sont des « talk-show » thématiques et interactifs qui connaissent un grand succès et abordent notamment les thèmes liés à la tolérance religieuse, aux droits humains, à la condition féminine et à l'environnement. L'agence est également très engagée auprès des victimes de catastrophes naturelles, dans la lutte contre la corruption, pour la promotion de la tolérance, du pluralisme et des droits humains fondamentaux.

KBR68H n'est pas propriétaire des radios qui composent le réseau – elles sont l'émanation d'associations ou d'ONG locales. En revanche, KBR68H dispose de sa propre station, Green Radio, axée sur les préoccupations environnementales.

KBR68H a largement diversifié ses sources de financement. Elle bénéficie toujours du soutien d'ONG internationales, mais aussi de partenariats privés et de ressources publicitaires. Plusieurs ministères paient ainsi la diffusion de spots d'information consacrés au planning familial, à la prévention du sida, à la sauvegarde des forêts ou... à la nécessité de payer ses impôts.

## Un soutien à l'ensemble des médias du pays

KBR68H a également mis sur pied l'Association indonésienne pour le développement



KBR68H est très engagée dans la lutte contre la corruption, et pour la promotion de la tolérance, du pluralisme et des droits humains fondamentaux.

des médias (PPMN), consacrée à accroître le professionnalisme des médias. Ensemble, KBR68H et PPMN dispensent des formations à des journalistes, techniciens, présentateurs et gestionnaires. Ils ont également lancé un programme destiné à créer de nouvelles stations de radio dans les endroits isolés du pays.

## Un impact hors du territoire indonésien

L'exemple de KBR68H a inspiré d'autres acteurs démocratiques qui ont développé des réseaux de radios similaires dans des pays fragiles, tels que le Népal et le Pakistan. Depuis 2003, KBR68H réalise un programme radio hebdomadaire abordant des sujets d'actualité, Asia Calling, diffusé en 9 langues par 240 radios dans 11 pays, de l'Afghanistan à l'Australie.

## Média et acteur de développement

Le projet KBR68H contribue effectivement à la formation d'une opinion publique indépendante, à la participation citoyenne, à la tolérance religieuse, au désenclavement des régions les plus éloignées, et à l'éducation aux comportements démocratiques.

✳ Pour en savoir plus : <http://www.kbprize.org/>



## Ressources

Note : la plupart des publications mentionnées ici sont disponibles gratuitement en ligne (sauf spécification contraire). La plupart des liens Internet sont trop longs pour être reproduits dans leur intégralité. En cas de difficulté d'accès aux publications sur le site Web des organisations, il suffit souvent de faire une recherche sur le titre sur Google.

### COLLECTE DE FONDS

#### International Network of Women's Funds (INWF)

##### Réseau international de fonds pour les femmes

L'INWF est un réseau international de fonds indépendants pour les femmes, dont l'objectif est d'augmenter les ressources accessibles aux organisations travaillant sur les droits des femmes dans le monde entier en accordant des subventions pour la création, le soutien et le développement d'organisations de femmes au sein de leurs propres communautés.

[www.inwf.org](http://www.inwf.org)

### SITES INTERNET

#### Gender, Citizenship and Governance (GCG)

##### Genre, citoyenneté et gouvernance

Ce portail d'information du KIT donne accès à plus de 300 ressources Internet gratuites et intégrales sur la participation et la représentation politiques des femmes, les droits des femmes, les femmes/le genre et les autorités locales, genre et responsabilité, le genre et l'intégration de la dimension du genre, et le genre et les processus de politique dans les pays en voie de développement.

<http://portals.kit.nl>

#### Gender & Development Journal Online

##### Revue Genre & Développement en ligne

Cette revue concerne spécifiquement les problématiques internationales liées au genre et au développement, et étudie les liens entre le genre et les initiatives de développement d'une part et les perspectives féministes d'autre part. Le site Internet propose un accès gratuit à plus de 450 articles produits par des chercheurs, des décideurs et des professionnels sur toute une gamme de thèmes relatifs au genre et au développement.

[www.genderanddevelopment.org](http://www.genderanddevelopment.org)

#### Infonet-Biovision

Cet outil d'information en ligne propose aux formateurs, animateurs et agriculteurs un accès rapide à des informations récentes et localement pertinentes leur permettant d'optimiser leur activité en toute sécurité, de manière efficace et sans risque pour l'environnement. Les informations présentées concernent spécifiquement l'Afrique et ses habitants. Bien que de nombreux exemples et cas d'étude proviennent du Kenya ou d'autres pays d'Afrique de l'Est, ils sont également valables pour d'autres pays tropicaux.

<http://infonet-biovision.org>

#### FAO Gender, Equity and Rural Employment website

##### Site Internet de la FAO sur la parité hommes-femmes, l'équité et l'emploi en milieu rural

La Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et de l'emploi en milieu rural soutient les efforts de la FAO pour promouvoir le bien-être économique et social des ruraux démunis. En plus de la

coordination des travaux de la FAO sur le développement rural durable et les questions liées aux populations, la Division aide la FAO et ses gouvernements membres à traiter les problèmes relatifs au genre, à la parité et à l'emploi rural.

[www.fao.org/economic/esw/home/en](http://www.fao.org/economic/esw/home/en)

#### FAO – site Internet sur les régimes fonciers

La FAO a récemment mis en ligne un nouveau site consacré aux régimes fonciers. Ce site contient différentes rubriques, principalement documentaires : nouvelles publications ; études ; série sur les politiques ; notes ; manuels ; revues ; recueil de documents ; documents techniques ; CD ROM.

[www.fao.org/nr/tenure/lt-home/fr](http://www.fao.org/nr/tenure/lt-home/fr)

### PUBLICATIONS

#### Donnons une chance aux filles : lutter contre le travail des enfants, une clé pour l'avenir

Ce rapport relève que, si les statistiques mondiales récentes montrent un recul du nombre d'enfants victimes du travail des enfants, la crise financière menace d'éroder ce progrès. Il indique que le danger de voir les filles contraintes au travail des enfants est lié au fait que, dans de nombreux pays, les familles donnent la préférence aux garçons quand elles prennent des décisions en matière d'éducation. Avec la hausse de la pauvreté consécutive à la crise, les familles nombreuses les plus démunies peuvent être poussées à choisir quels enfants resteront scolarisés. Dans les cultures où l'on accorde plus de valeur à l'éducation des garçons, les filles risquent d'être retirées de l'école et donc plus susceptibles d'entrer précocement dans la vie active.

BIT, juin 2009 (88p)

[www.ilo.org](http://www.ilo.org)

#### Education for Rural People. The role of education, training and capacity development in poverty reduction and food security

##### Éducation pour des populations rurales. Le rôle de l'éducation, la formation et le développement des capacités pour la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire

Près d'une personne sur six dans le monde souffre de la faim et est illettrée. Ce livre tente d'aider les décideurs politiques dans le domaine de la pauvreté rurale, l'insécurité alimentaire et les défis éducationnels auxquels font face les populations rurales. Il cherche à aborder la corrélation entre l'éducation, la formation, le renforcement des pouvoirs et la sécurité alimentaire, principalement par le biais de quelques exemples du monde entier. Il s'agit du renforcement des capacités des populations rurales pour réaliser la sécurité alimentaire. Il identifie différentes dimensions de l'éducation et de la formation qui ont montré leur utilité, et comprend l'éducation formelle ainsi que l'éducation informelle, l'alphabetisation ainsi que la formation professionnelle.

FAO, 2009 (152p) - 60.00 US\$

[www.fao.org](http://www.fao.org)

#### Excision : les jeunes changent l'Afrique par les TIC

Publié dans la collection « Environnement africain », ce livre présente les principaux résultats d'un projet de recherche « Contribution des TIC à l'abandon des MGF en Afrique francophone : rôle citoyen des jeunes », réalisé entre 2006 et 2009 au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, avec l'appui du Centre de Recherches sur le Développement International (CRDI, Canada).

ENDA Tiers-Monde, mars 2009 (126p)

<http://synfev.enda.sn>

#### Gender and Care

##### Genre et soins

La provision de soins peut être une source à la fois d'épanouissement et de terribles soucis. Le rôle de dispensatrices de soins assigné aux femmes et aux jeunes filles par leurs sociétés peut restreindre leurs droits et limiter leurs opportunités, leurs capacités et leurs choix, créant un obstacle fondamental à l'égalité hommes-femmes et à leur bien-être. Comment évoluer vers un monde où les individus et la société reconnaissent et valorisent les diverses formes de soins sans renforcer l'idée de la femme comme unique dispensatrice de soins ?

BRIDGE Cutting Edge Pack, janvier 2009

[www.bridge.ids.ac.uk](http://www.bridge.ids.ac.uk)

#### Gender and Climate Finance : Double Mainstreaming for Sustainable Development

##### Financement genre et climat : une double intégration pour le développement durable

Le changement climatique est une réalité, il a lieu en ce moment même et son impact sur les personnes varie. Il affecte différemment les hommes et les femmes du monde entier, en particulier dans les pays les plus pauvres, et touche les individus et les communautés les plus vulnérables. Les capacités d'adaptation des hommes et des femmes n'étant pas les mêmes, les instruments et les mécanismes de financement consacrés à la lutte contre le changement climatique (adaptation et mitigation) doivent prendre en compte ces différences au moment de la conception et de l'opérationnalisation des fonds ainsi que du financement concret des projets.

Heinrich Böll Stiftung, mai 2009 (29p)

[www.boell.org](http://www.boell.org)

#### Gender and Governance

##### Genre et Gouvernance

Avec leur accent sur les principes de responsabilité, de transparence, de réactivité et d'inclusion, les processus de gouvernance devraient être un moteur du changement social. Pourtant, malgré ce potentiel, ils n'aboutissent pas à l'égalité hommes-femmes et les femmes doivent lutter pour faire entendre leur voix et leurs revendications. Ce Pack décrit des obstacles persistants à l'égalité hommes-femmes dans le domaine de la gouvernance et propose des solutions possibles – promotion de la parité dans les postes à responsabilité, mise des droits au centre des institutions et processus de gouvernance à tous les niveaux, et renforcement d'une volonté politique de changement.

BRIDGE Cutting Edge Pack, avril 2009

[www.bridge.ids.ac.uk](http://www.bridge.ids.ac.uk)

☉ **Gender Vulnerabilities, Food Price Shocks and Social Protection Responses**

**Vulnérabilités liées au genre, chocs des prix alimentaires et réactions en matière de protection sociale**

Au cours de la première moitié de 2008, la flambée internationale des prix alimentaires a eu des retombées sur les prix nationaux et locaux dans de nombreux pays. Depuis ce temps, la crise économique mondiale est venue aggraver la situation et l'on craint à présent que l'effet de contagion n'inverse des décennies de progrès dans les pays en voie de développement. Des centaines de millions de personnes sont menacées par l'appauvrissement, voire la misère. Selon cette note, deux aspects importants de la crise des prix alimentaires n'ont pas été pris en compte. D'abord, elle pèse de manière disproportionnée sur les femmes, en tant que productrices et consommatrices. Ensuite, les réactions à la crise aux niveaux national et international n'ont pas suffisamment pris en compte les dynamiques liées au genre.

ODI Background Note, août 2009 (12p)  
[www.odi.org.uk](http://www.odi.org.uk)

☉ **Rétablir l'équilibre : Egalité des genres dans le journalisme**

Cette brochure est un guide illustré et accessible aux journalistes. Elle vise à fournir aux journalistes davantage d'informations sur l'égalité hommes-femmes dans leur travail. Elle s'adresse aux organisations des médias, associations professionnelles et aux syndicats de journalistes qui souhaitent contribuer à l'objectif de l'égalité hommes-femmes.

Fédération Internationale des Journalistes, 2009 (50p)  
[www.ifj.org](http://www.ifj.org)

☉ **Instruments juridiques pour la sécurisation des droits fonciers des populations à la base. Un guide pour les élus et les populations locales**

Ce livre aborde des questions clés du développement local au Sénégal, notamment liées aux problèmes relatifs à l'investissement touristique et à la problématique foncière et de gestion des ressources naturelles, en milieu décentralisé. Concis et accessible à tous et s'efforçant de prendre en compte différents aspects liés à la problématique foncière et aux ressources naturelles, il s'efforce d'apporter une réponse satisfaisante aux questionnements les plus cruciaux du moment, tels que formulés par les acteurs locaux eux-mêmes.

IIED & IED Afrique, décembre 2008 (32p)  
[www.iied.org](http://www.iied.org)

☉ **Knowledge and Innovation for Agricultural Development**

**Connaissances et innovation pour le développement agricole**

L'amélioration des conditions de vie des populations rurales défavorisées nécessite de combiner les savoirs endogènes et l'innovation locale avec la recherche et le développement agricoles formels et le soutien de gouvernements et d'autres institutions. Ce document indique comment il est possible d'associer les connaissances formelles et informelles pour accélérer le développement agricole durable. Il identifie les étapes nécessaires, par exemple une augmentation des investissements dans la science agricole, la technologie, la recherche, l'animation et la formation, d'une manière qui permet la plus large diffusion possible des progrès en matière de connaissance et d'innovation.

IFPRI, March 2009 (4p)  
[www.ifpri.org](http://www.ifpri.org)

☉ **Mapping Aid Effectiveness and Gender Equality in Africa : Regional Issues and Trends**

**Cartographie de l'efficacité de l'aide et de l'égalité hommes-femmes en Afrique. Tendances et problèmes régionaux**

Ce rapport donne un aperçu des problèmes et des tendances relevés dans les études cartographiques de l'efficacité de l'aide, de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes menées au Cameroun, en République démocratique du Congo (RDC), en Ethiopie et au Ghana. Les conclusions soulignent le besoin d'une plus grande coopération entre gouvernements et bailleurs de fonds au moment de concevoir et de soutenir les plans de développement définis au niveau national. En même temps, elles indiquent que ces plans ne sont pas encore entièrement intégrés au niveau national et que les bailleurs de fonds n'ont pas encore aligné leur soutien sur les priorités nationales de développement, y compris l'égalité hommes-femmes. De même, les défis existent encore en ce qui concerne l'intégration des plans pour l'égalité hommes-femmes dans les stratégies de développement national et en ce qui concerne la participation des défenseurs de cette égalité dans les discussions sur la distribution de l'aide.

Partenariat CE/NU sur l'égalité hommes-femmes pour le développement et la paix, CIF/OIT, UNIFEM, 2008 (35p)  
[www.unifem.org](http://www.unifem.org)

☉ **'Mission Possible' : A Gender and Media Advocacy Training Toolkit**

**« Mission Possible » : Manuel de formation pour un plaidoyer genre et médias**

L'objectif de ce manuel est de démystifier les médias, le genre et les activités de plaidoyer

## Un Centre régional de recherche sur les femmes, le genre et la construction de la paix dans la Région des Grands Lacs

Le 2ème Forum des Ministres des Affaires des Femmes de la Région des Grands Lacs, organisé conjointement par l'UNESCO et le Gouvernement du Kenya, s'est tenu à Mombasa du 2 au 5 juin 2009. Il y a été décidé de créer un Centre régional de recherche sur les femmes, le genre et la construction de la paix dans la Région des Grands Lacs. Ce centre sera basé à Kinshasa (RDC).

Dans la Région des Grands Lacs (RGL), le manque d'informations fiables, systématiques et utilisables sur les femmes, susceptibles d'être utilisées dans le cadre des activités de plaidoyer ainsi que de changement et de formulation des politiques, se fait cruellement sentir. Tout aussi flagrant est le manque d'informations et de données qui permettraient de comprendre les modifications des rôles de genre et de la situation des femmes suite aux guerres et aux conflits dans la région. Ce manque d'informations aux niveaux local, national et régional, tout particulièrement dans les domaines du développement de la paix et de la sécurité, de l'intégration économique locale et des affaires humanitaires et sociales dans la RGL, constitue un réel obstacle à l'amélioration des conditions de vie des femmes.

Le futur Centre de recherche sur les femmes, le genre et la construction de la paix dans la RGL proposera une réponse concrète aux attentes et aux priorités relatives à l'égalité hommes-femmes formulées lors de la Consultation d'Addis-Abeba (2005). Comme indiqué au cours

de cette Consultation, il est impératif de créer dans la RGL un mécanisme qui facilite la diffusion des informations disponibles vers les acteurs concernés, ainsi que la traduction des résultats des recherches en formulation de politiques sensibles au genre.

Le Centre visera à faciliter la communication et la formation de réseaux ainsi que de promouvoir les cam-

**Le futur Centre couvrira dix pays : l'Angola, le Burundi, la République démocratique du Congo (RDC), le Congo Brazzaville, le Kenya, la République centrafricaine, la Tanzanie, le Soudan, l'Ouganda et la Zambie. Il sera basé à Kinshasa (RDC) et étendra son action à d'autres pays par l'intermédiaire d'organisations nationales associées. Outre l'UNESCO et les Ministères des Affaires des Femmes de la RGL, les principaux partenaires de ce projet sont l'UNIFEM, la CEA, l'UNFPA et le Secrétariat de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs.**

pagnes de sensibilisation. Il constituera une plateforme pour le dialogue ainsi que les échanges d'expériences, de bonnes pratiques et d'idées entre décideurs, universitaires, activistes de genre et praticien(ne)s, qui leur permettra d'étudier et de formuler des stratégies nouvelles et plus efficaces de renforcement du rôle des femmes dans la résolution des conflits, les processus de paix et les efforts de reconstruction.

Dans le cadre du Forum de Mombasa, le projet Dimitra a été invité à présenter son expérience dans le domaine de la communication participative en tant que moyen de lutte contre la violence envers les femmes, en citant l'exemple des clubs d'écoute mis en place en RDC – dans le Sud-Kivu par son partenaire SAMWAKI et au Katanga par le REFED.

Compte tenu de l'importance de ce centre et de son rapport direct avec les activités de Dimitra, il est important que Dimitra et ses partenaires partagent avec lui leurs réseaux, leurs informations et leurs techniques de communication.



© Dimitra

au travers d'étapes concrètes, d'études de cas, d'indications, de conseils et d'informations, afin d'influencer la représentation des hommes et des femmes dans et par les médias. Il est destiné aux organisations hors médias dans le cadre d'un activisme sensible au genre.

Global Media Monitoring Project, 2008  
[www.whomakesthenews.org](http://www.whomakesthenews.org)

☉ **Plaidoyer pour le genre dans le développement durable**

Le Monde selon les Femmes et plusieurs associations et ONG présentent un plaidoyer en six thèmes : l'accès des femmes à tous les métiers du développement durable ; plus d'égalité dans la souveraineté alimentaire ; un féminisme territorial et des droits fonciers ; plus d'égalité dans le commerce conventionnel, équitable et biologique ; un développement durable et sensible au genre dans la coopération belge ; une économie féministe.

Le Monde selon les Femmes, Collection Analyse & Plaidoyer – 09 (44p)  
[www.mondefemmes.org](http://www.mondefemmes.org)

☉ **Produire des programmes pour la radio**

Ce livre par Robert McLeish est incontournable pour tout professionnel impliqué dans la production radiophonique, que ce soit dans une radio publique ou au sein d'une radio de proximité. Il présente les techniques opérationnelles pour produire différents formats de programmes : de la conduite d'interviews à l'écriture pour la radio, en passant par la présentation des informations, la gestion des débats radiophoniques, la diffusion de feuillets et documentaires... Il est un bon outil pour compléter et perfectionner des compétences acquises sur le tas ou lors de sessions de formations continues. Adapté d'un best-seller anglais pour un public francophone, il offre en outre des références de centres ressources en Europe et en Afrique vers lesquels les journalistes radio pourront obtenir de plus amples informations.

Gret, 2008 (216p) – 10 €  
[www.gret.org](http://www.gret.org)

☉ **Radios et NTIC en Afrique de l'Ouest : connectivité et usages**

Les radios demeurent le médium de communication le plus approprié à la communication sociale et à la communication de développement en Afrique. Dans cette étude, il s'agissait de faire l'état des lieux de la connectivité des radios ouest-africaines aux TIC, d'analyser les usages mis en œuvre, d'identifier

les contraintes, opportunités, et de faire des recommandations aux différents acteurs. L'étude est principalement axée sur sept pays cibles (Ghana, Bénin, Sénégal, Mali, Sierra Leone, Burkina Faso, Niger) et concerne toutes les radios (communautaires, commerciales, confessionnelles et religieuses) ; au total, 220 radios ont été enquêtées.

IPAO, Octobre 2008 (116p)  
[www.panos-ao.org/ipao](http://www.panos-ao.org/ipao)

☉ **Soldiers Who Rape, Commanders Who Condone : Sexual Violence and Military Reform in the Democratic Republic of Congo**

Les soldats violent, les commandants ferment les yeux : violences sexuelles et réforme militaire en République démocratique du Congo

Ce rapport examine les violences sexuelles perpétrées par les forces armées ainsi que l'impact limité des efforts du gouvernement et des bailleurs de fonds pour y mettre un terme. Il se penche plus particulièrement sur le cas de la 14<sup>ème</sup> brigade pour illustrer le problème plus vaste des violences sexuelles commises par les militaires. Cette brigade a commis de nombreux crimes de violences sexuelles dans le Nord et le Sud-Kivu, souvent dans le contexte d'actes de pillage et d'autres exactions sur les citoyens. Quoique bien informées de la situation, les autorités militaires, politiques et judiciaires n'ont à ce jour entrepris aucune action décisive pour empêcher les viols.

HRW, juillet 2009 (56p)  
[www.hrw.org](http://www.hrw.org)

☉ **Sowing the Seeds – A Study of Media Coverage of Agriculture and Women in the Agricultural Sector in Three African Countries: Mali, Uganda and Zambia**

Le bon grain – Etude de la couverture médiatique de l'agriculture et des femmes du secteur agricole dans trois pays d'Afrique : Mali, Ouganda et Zambie

Ce rapport documente le peu d'attention consacré par les médias d'information du Mali, d'Ouganda et de Zambie à l'agriculture et aux femmes agricultrices. La publication du rapport coïncide avec le lancement de 'Reporting on Women and Agriculture: Africa' (Reportages sur les femmes et l'agriculture : l'Afrique), initiative sur trois ans de l'IWMF visant à améliorer la couverture médiatique de l'agriculture et des femmes en Afrique et à faire de l'agriculture un thème-clé pour les médias africains.

IWMF, février 2009 (28p)  
[www.iwmf.org](http://www.iwmf.org)

☉ **Transforming the Landscape of Leadership in Microfinance : Maintaining the Focus on Women**  
 Transformer le paysage du leadership dans la microfinance : objectif femmes

Ce document présente la nouvelle méthodologie de Women's World Banking (WWB) pour aider les instituts de microfinance à soutenir la diversité en genre à tous les niveaux de leur organisation. Le WWB a étendu son programme de développement du leadership des femmes, qui fonctionne au niveau des individus, de façon à y inclure un outil sur les défis et les opportunités que représentent l'attraction, la rétention et la promotion des membres du personnel féminins qualifiés pour les instituts de microfinance : l'évaluation en genre organisationnelle. Cette publication propose des exemples concrets de politiques et de programmes pouvant aider les institutions à développer la diversité entre hommes et femmes.

WWB, 2009 (40p)  
[www.swwb.org](http://www.swwb.org)

☉ **Where is the Money for Women's Rights – Factsheets**

Où est l'argent pour les droits des femmes ? - Fiches d'information

Avec son initiative 'Où est l'argent pour les droits des femmes?', l'AWID a publié des fiches d'information permettant de comprendre la dynamique du financement des activités liées aux droits des femmes. Ces fiches ont été développées au travers d'un ensemble d'activités, dont des recherches et des enquêtes sur une sélection d'organisations de femmes dans le monde entier.

AWID, 2008- 2009  
[www.awid.org](http://www.awid.org)

☉ **Les femmes et l'emploi rural. Lutter contre la pauvreté en redéfinissant les rôles propres à chaque genre**

Environ trois quarts des pauvres à travers le monde vivent dans les zones rurales. Parmi eux, les femmes constituent un groupe particulièrement vulnérable et pourtant stratégique pour le développement économique et social. Investir au profit des femmes rurales ne répond alors plus seulement à un impératif moral ; cela contribue aussi à définir une stratégie prometteuse en matière de lutte contre la pauvreté et contre la faim.

FAO Perspectives Economiques et Sociales – Synthèse 5, août 2009  
[www.fao.org](http://www.fao.org)

☉ **Working with the Media on Gender and Education. A Guide for Training and Planning**

Travailler avec les médias sur le genre et l'éducation : guide de la formation et du planning

Ce guide est destiné à aider les personnes, les organisations et les groupes faisant campagne dans les domaines de genre et de l'éducation à travailler plus efficacement avec les médias pour la promotion d'éducation plus équitable. Il se penche sur des questions relatives à l'égalité hommes-femmes dans l'éducation et donne des conseils pratiques sur le travail avec les médias. Tout au long de l'ouvrage, des activités sont suggérées qui peuvent aider les groupes à lancer un débat et à examiner en profondeur les questions soulevées. Le guide s'accompagne d'une série de fiches de travail correspondant à ces activités.

Oxfam, 2008 (44p)  
[www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)